

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haiti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 23 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 28 juin - 5 juillet 2023

LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN TOUJOURS DANS LA TOURMENTE

Le pays tenu dans l'ignorance de la crise technique Une conspiration contre tous les clients...

Par Léo Joseph

Il semble que les autorités bancaires, c'est-à-dire le gouvernement de la Banque de la République d'Haïti (BRH), ou Banque centrale, soient de mèche avec les banques privées pour laisser les clients dans l'ignorance de l'origine de la crise technique qui les empêche de servir normalement les déposants. Au début, les clients des banques se voyaient priver du privilège, dont ils jouissent d'office, en vertu de leur statut de déposants, d'effectuer des retraits. Ensuite, ils ne pouvaient changer de chèques émis par des institutions bancaires autres que les leurs. Finalement, ils se voient imposer un délai de plus d'une semaine pour encaisser les chèques.

En effet, la BRH, par le biais d'une circulaire, a reconnu que, en butte à des problèmes tech-

niques, les banques privées ne peuvent pas honorer régulièrement



L'ex-sénateur Moïse Jean-Charles demande des comptes.

les transactions bancaires opérées via chèques déposés régulièrement. Les clients haïtiens n'ont plus le contrôle de leur argent; et ils ne peuvent pas compter sur la Banque centrale, qui a droit de regard sur les banques privées, de voler à leur secours. Dans la réa-

lité actuelle, de la situation, alors que les déposants sont privés de l'usage des fonds qu'ils placent chez les banques privées n'y ont pas régulièrement accès, les institutions bancaires continuant d'effectuer normalement des transactions bancaires avec l'argent des clients. Tandis que ces derniers ne savent à quel saint se vouer pour jouir de leur argent

Tout en gardant le silence total, par rapport à la nature des problèmes techniques affectant la bonne marche des activités bancaires, le gouverneur de la Banque des banques, Jean Baden Dubois, semble temporiser avec les clients, grâce à des communiqués de presse identifiés comme des circulaires visant à apaiser, mettant un soi-disant d'ordre dans le secteur bancaire.

Une conspiration criminelle dénoncée par l'ex-sénateur Moïse

Jean-Charles



La balle est dans le camp de Jean Baden Dubois, le gouverneur de la Banque centrale.

Face au silence de la BRH, dans la situation, l'ex-sénateur Moïse Jean-Charles, de son côté, dit disposer d'informations de sources absolument crédibles selon lesquelles la Banque de la République d'Haïti aurait dépensé USD 40 millions de l'argent des déposants, et se trouve, présentement,

dans l'impossibilité de restituer ces fonds à leurs propriétaires.

Privées d'informations fiables, la Banque centrale refusant d'informer le public, les théories abondent. Surtout que les révélations de Jean-Charles n'ont pas porté les autorités bancaires à rompre leur silence. D'où différents scénarios véhiculés dans la nature, dont le plus accrédité porte sur l'idée de cette pratique ayant cours aussi dans les banques privées. Pour certains, cela explique la raison pour laquelle les patrons des banques non gouvernementales se faisant complices des dirigeants de la BRC se gardent d'informer à bon escient leurs clients.

L'attitude des autorités bancaire cachant au fonds d'un puits la vérité au sujet de ce mystère rend les clients encore plus agressifs. Cela fait dire à plus d'un qu'il est passé vraiment quelque chose de « grave » avec l'argent des déposants.

Suite en page 2

FINIE LA LANGUE DE BOIS CHEZ ARIEL HENRY

Son complot contre le pays avec ses patrons exposé

Pas d'élections sans un environnement sécuritaire



Ariel Henry change de stratégie.



Mirland Hyppolite Manigat, bien présente auprès d'Ariel Henry.

Par Léo Joseph

Finis les bluffs d'Ariel Henry, les fausses promesses ainsi que ses projets bidon annoncés de connivence avec ses patrons internationaux. Pour des raisons explicables, il a vendu la mèche dans une nouvelle lettre adressée au secrétaire général des Nations Unies, dans laquelle il a réitéré sa requête de déploiement d'une force militaire internationale spéciale pour aider la Police nationale à neutraliser les gangs armés. On se demande si ce document a été spécialement sollicité par M. Antonio Guttères, vu qu'il avait

Suite en page 3

HAPPENINGS!

Canada's Office to deal with the catastrophic situation in Haiti to operate from the Dominican Republic

By Raymond A. Joseph

In just one week, all has been settled to establish, in the Dominican Republic, the head quarters of Canada's operation aimed at restoring security and democratic order in Haiti.

At a meeting, last Friday, June 23, in Washington, of the General Assembly of the Organization of American States (OAS), a

resolution was approved to help Haiti solve its multifaceted crisis through support to the Haitian National Police (HNP) in creating a secure environment that would lead to "free, inclusive and credible elections" as soon as possible.

Interestingly, that OAS session was chaired by none other than the Dominican Foreign Minister, Roberto Alvarez, in
Continued on page 7

LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN TOUJOURS DANS LA TOURMENTE

Le pays tenu dans l'ignorance de la crise technique

Une conspiration contre tous les clients...

Suite de la page 1

essifs. Cela fait dire à plus d'un qu'il est passé vraiment quelque chose de « grave » avec l'argent des déposants.

Cela fait déjà plus de quatre mois depuis que les banques sont en crise, sans qu'aucune explication soit fournie par les autorités, met quasiment tout le monde aux

abois. Alarmés, de nombreux citoyens pensant que le silence de entités chargées de la protection des clients signifie que les autorités politiques sont partie prenante de cette crise, s'il y en a réellement une. Dans de tels cas, d'autres évoquent la théorie selon laquelle, dans ce gouvernement pétri de corruption, sans la présence d'aucune autorité pour imposer le mot du droit, il est possible que les

fonds volés soient définitivement perdus.

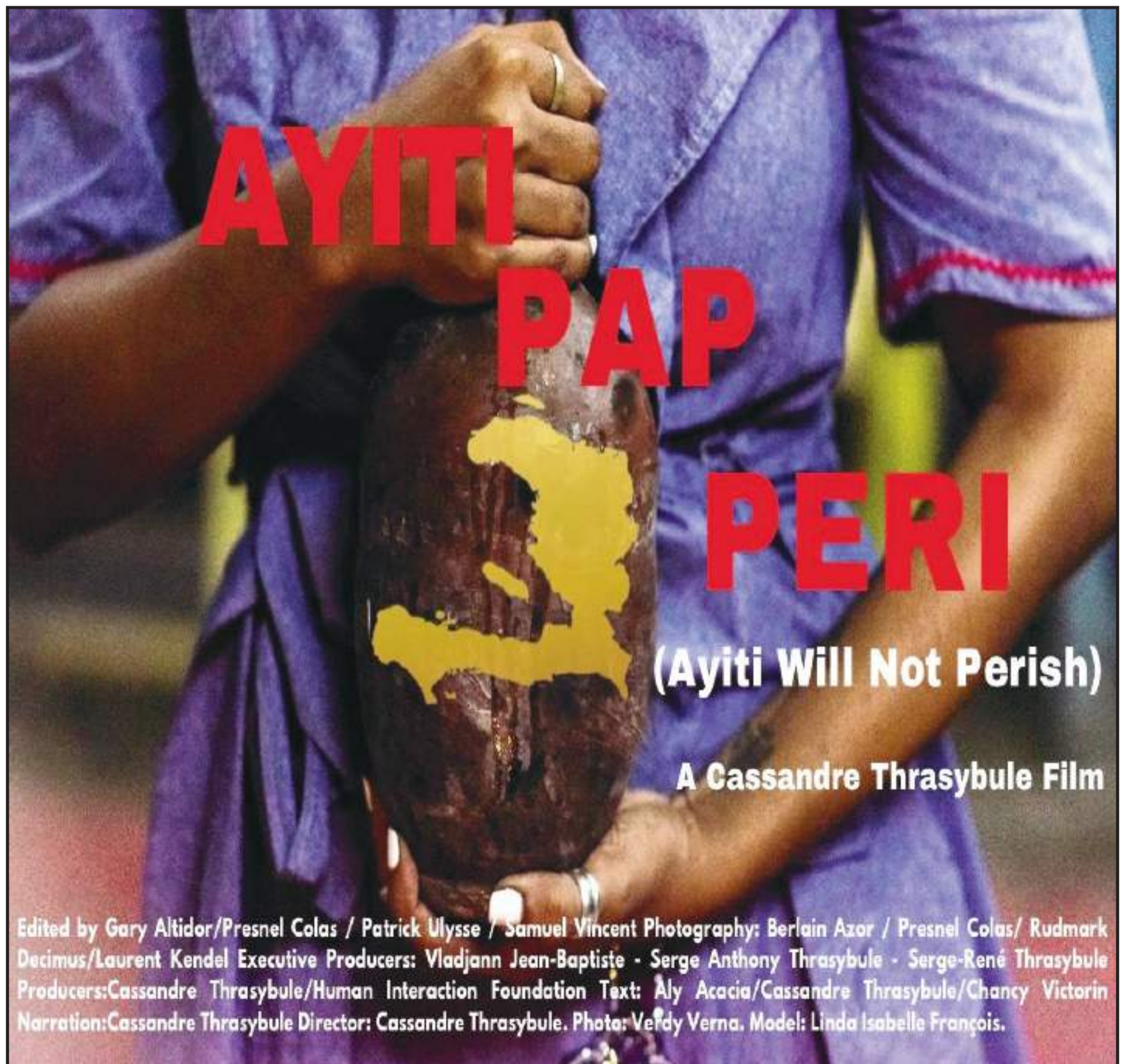
En effet, il s'agit d'un méga scandale que ceux appelés à prendre des décisions favorables à l'égard du public auraient dû déjà mettre l'action publique en mouvement. D'un autre côté, il ne faut pas ignorer que, dans ce pays, privé d'autorité élue, personne ne va se mobiliser pour faire régner la loi. C'est pourquoi les dérives,

au sein de l'administration publique triomphent avec impunité. Même les cas les plus flagrants d'individus tombant sous le coup de la loi, se trouvant aux prises avec la justice, finissent, bien souvent, à se retrouver hors des liens de la justice parce que se voyant offrir des circonstances atténuantes entraînant leur libération, sans motifs valables. Il suffit d'avoir des « amis » pour parvenir à frus-

trer la Justice.

Indiscutablement, le bal se trouve dans la cour de la Banque centrale. Elle seule doit trouver une solution à cette crise à laquelle se trouve confronté le système bancaire haïtien. La clientèle bancaire s'est montrée même trop patiente. Il est temps de passer des palabres aux actes.

L.J.



FINIE LA LANGUE DE BOIS CHEZ ARIEL HENRY

Son complot contre le pays avec ses patrons exposé

Pas d'élections sans un environnement sécuritaire

Suite de la page 1

désavoué publiquement celui par lequel la demande avait été faite. Il a profité de cette même occasion, pour ajuster le tir, par rapport à l'échéance électorale dont il n'a jamais cessé de fixer une période sûre et certaine ne dépassant pas une année.

C'est le quotidien *Le Nouvel liste*, qui a fait ces révélations, dans son édition du 23 juin, se félicitant d'avoir trouvé « copie de la dernière lettre écrite par le Premier ministre Ariel Henry au secrétaire général de l'ONU ».

Alors que, dans le passé, le locataire de la primature faisait croire, dans ses déclarations destinées à la consommation externe, qu'il avait programmé la date des élections, en 2021, 2022 ou encore 20232, feignant d'ignorer le défi que constitue l'insécurité omniprésente et la Police nationale déclassée par les gangs armés, il semble discrètement changer

son fusil d'épaule. Aussi le quotidien haïtien a-t-il cité le Premier ministre de facto en ces termes : « *Il nous faut restaurer l'autorité de l'État et garantir l'État de droit, pour éviter que la population ne soit tentée de se faire justice. Les effectifs de la Police nationale d'Haïti sont nettement insuffisants pour rassurer la population, ainsi que les candidats aux prochaines élections. L'appui aux forces nationales de sécurité donnera aux partis politiques, à leurs mandataires et sympathisants, l'assurance qu'ils peuvent mener campagne sans avoir à craindre pour leur vie. C'est pourquoi une présence sur le terrain d'une force internationale spécialisée aux côtés des forces haïtiennes de sécurité s'avère indispensable. Il ne s'agit pas de venir faire le travail à la place des Haïtiens. Une telle force servirait efficacement de dissuasion dans certains espaces stratégiques comme les ports et les aéroports.* »

La tâche de cette « force » étalé

par Ariel Henry

Comme on dit dans notre savoureux vernaculaire, Ariel Henry se croit autorisé d'« acheter le chat dans le sac », étalant ses attributions, par rapport à ses responsabilités envers la Police nationale. Il souligne dans cette même lettre à M. Guttéres : Cette entité militaire spéciale « apporterait, également, son expertise et son expérience dans ce genre de situation avec le soutien logistique qui fait cruellement défaut à nos forces de sécurité. Cette force pourrait aussi aider à renforcer les capacités de la Police nationale d'Haïti en matière de collecte et de traitement des renseignements, de reconnaissance et de surveillance pour mieux répondre aux activités des gangs »

Ariel Henry en rupture de ban avec ses patrons ?

Après presque deux ans qu'il claironne le message de la communauté internationale, reprenant textuellement les propos de son prédécesseur et patron, Jovenel

Moïse, Ariel Henry change brutalement son discours. L'expression « élections » sur laquelle insistaient le CORE Group et Washington ainsi que leurs alliés n'a plus cours dans le programme de l'occupant de la primature. Désormais, dans son discours, il rejoint les secteurs en qui il voyait le « diable en personne ». Voici des expressions qu'il considérait anathème : « Il nous faut restaurer l'autorité de l'État et garantir l'État de droit, pour éviter que la population ne soit tentée de se faire justice. Les effectifs de la Police nationale d'Haïti sont nettement insuffisants pour rassurer la population, ainsi que les candidats aux prochaines élections. L'appui aux forces nationales de sécurité donnera aux partis politiques, à leurs mandataires et sympathisants, l'assurance qu'ils peuvent mener campagne sans avoir à craindre pour leur vie ».

D'aucuns pensent que ce revirement exprimé dans la stratégie politique du Dr Henry s'inspire d'un changement de son égard

constaté au sein de la communauté internationale, s'ingéniant à afficher ce changement stratégique avant son voyage en France. D'autant plus qu'il a fait état de plusieurs rencontres avec des collègues étrangers, un moyen de signifier qu'il lui reste encore des « amis », au moment où s'érode son appui parmi d'autres secteurs politiques et diplomatiques.

Il y a fort à parier que d'autres déclarations tendancieuses viendront s'ajouter à celles exprimées dans sa dernière lettre à Antonio Guterres.

Il faut dire aussi que depuis la rencontre inter-haïtienne orchestrée à Kingston, la capitale de la Jamaïque, au début de ce mois, Ariel Henry s'est rendu à l'évidence d'un certain raidissement à son égard. D'aucuns laissent croire que les leaders jamaïcains à qui était attribué le rôle de « preneurs de note » sur son dossier, le rapport n'aurait pas été « flatteur ».

L.J.

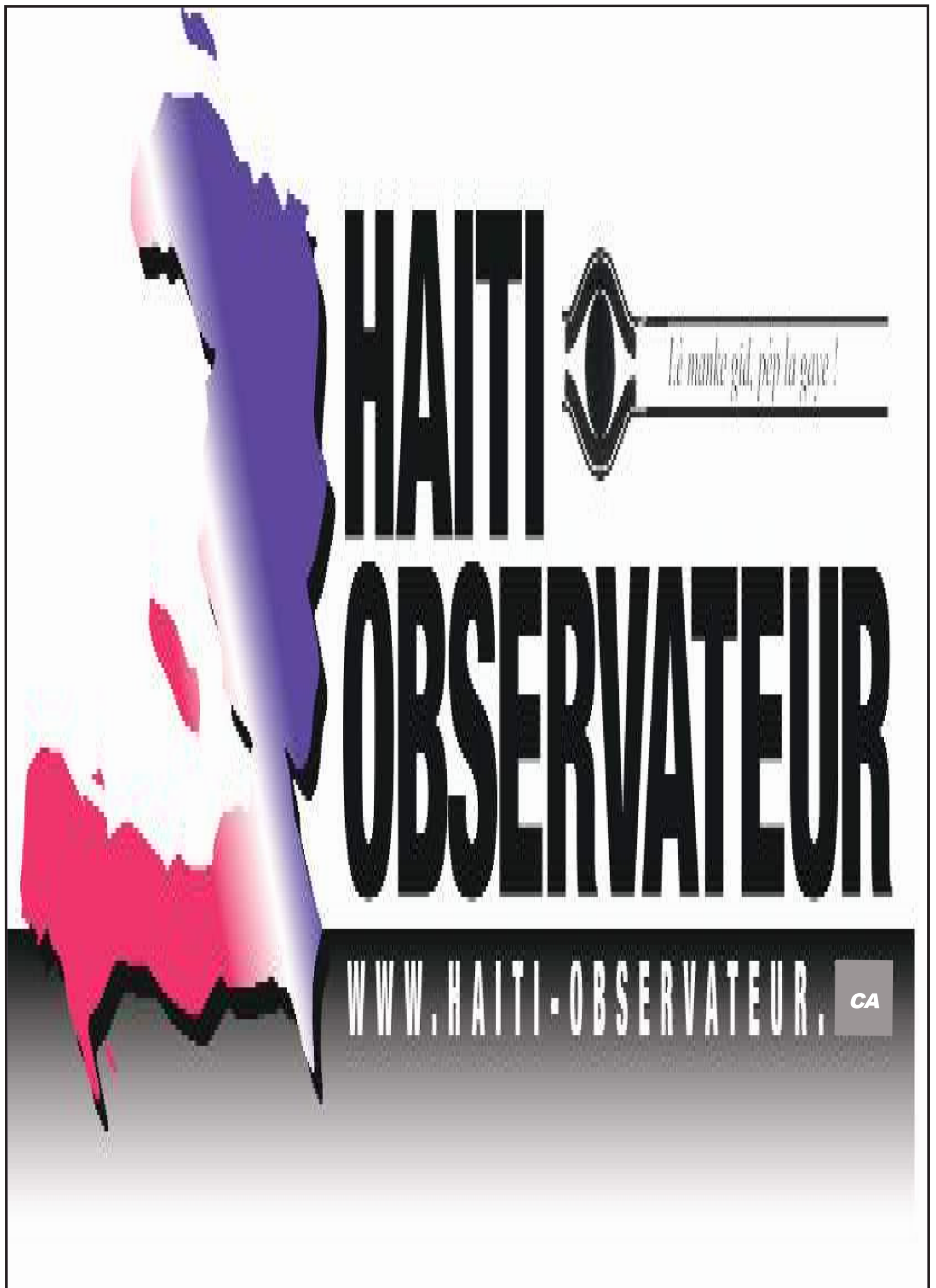


HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.





DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Dix-neuf mois apres pour dix-neuf ans passes

TOUJOURS PAS DE PM N»G J“B LA

Par Dan Albertini

Peu importe le bout que j'attrape, par hasard ou par intention même non avouée, la situation n'est guère reluisante pour Haïti (comprendons par là, les Haïtiens) ni pour les institutions furent-elles planétaires, continentales, régionales, ou sectorielles ; soit dans leur pays de conception, soit dans leur implication en Haïti. Si je commence par la fin, il y dix-neuf mois depuis la démarche ou la simulation réelle de *Chalito Baker PM n'ég j'ub la* qui a abouti 'la lettre authentique de Charlito Baker aux Haïtiens' en novembre 2021. Ou, si je commence par une forme de genèse où la situation haïtienne en 2004 s'est vue en invitation par le Canada des Libéraux fédéraux, du PM *gwo Gérard (Latortue) Montréal*, mais surtout, où la reprise de l'article reproduit ci-après, démontre une profonde responsabilité canadienne et américaine dans les catastrophes qui s'évissent en Haïti, sous forme de politique d'instabilité. Ce, nonobstant la responsabilité haïtienne récurrente sans détour. Le Canada dans les eaux haïtiennes avec des frégates, d'après les infos de la Défense qui se veulent un *décaféiné* de l'approche américaine embarrassante en la circonstance. Le Canada comme les...-U., dénoncent des individus avec qui il y aurait eu connivence si l'on devait auditer dans la rigueur. Mais, avant tout, revivons 2004.

Le prix d'une occupation en Haïti : l'enfer dans un monde temporel

Les Haïtiens n'auront définitivement pas fini de payer la note de

la persécution et de l'oppression. L'horizon s'assombrit encore plus, alors que la démocratie canadienne accueille des demandeurs d'asile jusqu'aujourd'hui. Après les saccages des tortionnaires du régime Aristide-Neptune et d'une classe de racailles chez les anciens militaires haïtiens démobilisés, c'est l'armée américaine qui s'émèrait la mort là-bas.

Depuis plusieurs semaines, des informations non confirmées circulaient, dénonçant l'attitude criminelle de plusieurs soldats américains déployés en Haïti. D'après ces informations-là, la plupart de ces soldats américains viendraient des contingents déployés en Irak. Ces informations poursuivent et voudraient que les patrouilles américaines refusent toute participation mixte avec les autres soldats de la force multinationale. Elles parlent aussi de l'exécution pure et simple des citoyens haïtiens qui sont par la suite, attachés des blocs de construction pour être jetés en mer par des Marines américaines. Port-au-Prince gémissait avec douleurs sans pouvoir en dire mot. L'agression du 10 avril dernier sur la personne d'un citoyen canadien d'origine haïtienne serait la goutte qui fera déborder le vase. La victime est un jeune pilote de la Tropical Airways, inspecteur de l'Office Nationale de l'Aviation Civile.

Les gouvernements canadien et haïtien ont reçu formellement une note qui dénonce avec précision l'identité d'un Marine américain et de sa patrouille. Le caporal Jones des US Marines, qui commandait la compagnie 3-8 ICO a été formellement ac-

cusé d'agression criminelle ainsi que plusieurs soldats sous son commandement. Le jeune pilote, frère d'un des soldats canadiens mobilisés en Haïti a, selon la note présentée aux officiels Canadiens et Haïtiens, été victime d'une agression sauvage au niveau de la ville de Delmas, près de Port-au-Prince.

L'inspecteur de police Domini que Déléste du commissariat Delmas 33 aurait tout simplement refusé de prendre la déclaration de la victime, ce malgré la présence de plusieurs témoins de la scène. Nous avons appris aussi que l'Ambassade canadienne a envoyé une note l'Ambassadeur américain en Haïti. Le premier ministre Latortue de son côté n'aurait pas encore levé le petit doigt tandis qu'il aurait reçu personnellement le dossier. Selon une agente consulaire de l'Ambassade canadienne en Haïti qui a requis l'anonymat, le chef de la délégation serait très inquiet de la tournure des événements en Haïti. 28-04-04]

Le cas cité concernait le capitaine d'aviation, Hans Obas en l'occurrence, où son frère, militaire canadien en Haïti, l'époque avait d'intervenir avec fermeté face aux Américains sur le terrain, pour leur cause personnelle, comme l'époque de 14-18 cause des Allemands en ambition militaire sur Haïti, ont profité de prétextes, car il y en a toujours eu comme au jour d'hui, pour envahir la République d'Haïti, en 1915. Comme en RD, au Nicaragua, et ailleurs. Il a fallu des demandes, telles qu'on les vit au pays et en diaspora, avec Ariel Henry cette fois-ci, comme un dictateur faible, illégal, pour reconduire la connerie la même enseigne. Comme la veille de 14, comme la veille de 2004, sans vouloir éviter la situation en 2023, pour les plans de 2024.

Si certains surveillent Mirlan de et Charles, tel que soulevé dans mes publications récentes, d'autres s'inquiètent de Baussan tout en sachant la main souillée de Thony Virginie Saint-Pierre, d'après une source non indifférente, mais que je préfère ne pas citer pour le moment. Question : pour en arriver où, pour qui et par qui ? La guerre des influences se vit dans des rues sales, désertées, maniées, avec des étrangers ouvertement actifs dans un pays réputé souverain. Je dois citer en

demi-ton, ceux qui autrefois en 2004 se vantaient même proches de la CIA par la voie de certains *congressman* en association d'affaires avec eux, en eaux troubles aujourd'hui. Je dois aussi rappeler la démarche de Small Arm Survey en 2005 qui n'a fait que rentrer les armes dites créoles pour se voir aujourd'hui avec des armes de guerre. Implication directe de l'irresponsabilité des Nations Unies en Haïti, et par la continuité de la gouvernance onusienne, la main entachée du Secrétaire général Guterres. Question : avons-nous déjà vu un ex-officiel haïtien, en position de responsabilité experte dans un autre pays éprouvé ? Ce que j'ai soulevé en Lamothe premier ministre haïtien l'époque, de son implication néfaste au MAE, imposant sa bave aux gestionnaires de l'INAGHEI, pour le voir impliqué directement, d'

après une note du Département d'État américain qui ne cite nullement Bill Clinton en comparaison avec, Étonnement. Hélas, Trump-Biden dément le silence sur Bill, comme modèle de vierge vertueuse.

Je réitère, ce n'est pas avec un boutiquier comme gouverneur à la BRH que l'on arrive au développement global dans un pays. Ce n'est pas avec un ancien gouverneur incompetent de la BRH que l'on arrivera une fois de plus faire mieux comme premier ministre incapable de créer immédiatement des jobs. En attendant le problème de l'éloignement des militaires étrangers de l'hémisphère Nord des Amériques, favorisant le terrain aux Africains déguisés en Sénégalais avec naissance rwandaise que l'on croit éviter la *guêpe haïtienne*, que la situation changera.



Frantz
Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 HARRISON AVE. (B.L. UNION & PARKWAY)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Canada's Office to deal with the catastrophic situation in Haiti to operate from the Dominican Republic

By Raymond A. Joseph

In just one week, all has been settled to establish, in the Dominican Republic, the headquarters of Canada's operation aimed at restoring security and democratic order in Haiti.

At a meeting, last Friday, June 23, in Washington, of the General Assembly of the Organization of American States (OAS), a resolution was approved to help Haiti solve its multifaceted crisis through support to the Haitian National Police (HNP) in creating a secure environment that would lead to "free, inclusive and credible elections" as soon as possible.

Interestingly, that OAS session was chaired by none other than the Dominican Foreign Minister, Roberto Alvarez, in support of documentation presented by Haiti asking for help.

Last week, we reported in this column that the Dominican foreign minister denied that his country had agreed for Canada to set up an office in his country which would oversee help to the Haitian National Police. He was reacting to Canada's Foreign Minister Melanie Joly who had made that a nouncement following a June 15 meeting with foreign ministers of the more than 30 Western countries, including the Dominican foreign minister. Forcefully, he said no such discussion of the sort had taken place with his government.

Ms. Joly didn't respond to him but on Friday, June 16, she told the Reuters news agency that talks were under way with 20 countries and international organizations "to finalize a location that will support the group's work in geographical proximity to Haiti."

Undoubtedly, the Dominican Republic felt that it was losing an opportunity to have a big say in what happens in the neighboring country with which it has a tense relationship. Thus, the new resolution is not only about supporting the Haitian National Police, but about overall "security, the social crisis, human rights and the inclusive and free elections," as already mentioned.

Haiti's de facto Prime Minister is on board

The Haitian officials who had been mum over the diplomatic flap, which was being played out

in the press and on social networks, are now on board. Who else, but de facto Prime Minister Ariel Henry who puts his seal of approval on what will be undertaken via the Dominican Republic.

On his return, last Sunday, June 25, from a summit in France where he rubbed shoulders with some top foreign leaders, he spoke to the press at the international airport in Port-au-Prince. Speaking in French, he said: "It's time that we get out of this political and security crisis which has lasted too long. We have neither time nor any right to be complacent about our current situation."

When did his conversion take place? We'll never tire of saying that Ariel Henry is the main stumbling block when trying to solve the Haitian crisis. Consider that the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince named him prime minister on July 20, 2021. At that time, the gangs had been in control of Martissant since June 1st, before the assassination of the de facto President Jovenel Moïse. Martissant, a Port-au-Prince suburb at the southern entrance to the capital, on National Route No. 2, is the gateway to four of the 10 geographic departments of Haiti. Moreover, that highway goes through three major cities which, administratively, are dependent on Port-au-Prince, which doubles as capital of the Western department. Till this day, the neurosurgeon-prime minister hasn't lifted a finger against those gangs.

As we noted in this column last week, on May 18 Dr. Henry provided handsomely for his own security when he went to Cap-Haitien, Haiti's second city, capital of the northern department. That was when, single-handedly, he displaced the traditional Flag Day ceremonies, from Arcahaïe, 33 miles north of Port-au-Prince, to Cap-Haitien, some 123 miles away. He had the HNP dispatch 150 policemen to the Cap to beef up security. Meanwhile, he has not dislodged the gangs in Martissant, that suburb of Port-au-Prince.

With international support, Ariel Henry prepares a long stay at his post

Ariel Henry is all about reestablishing security now. He told the press last Sunday, at the Port-au-Prince international airport, that

during his stay in Paris, he met Brazilian President Luis Ignacio Lula da Silva, along with his foreign minister and advisers. The conversation was about "the urgency to reestablish security in Haiti and investment to eradicate misery and poverty." He also met African Heads of States with whom he discussed security and long-lasting development.

Those projects will take time to be implemented. In the process, Dr. Henry is building up support from world leaders, other



Raymond Joseph rankontre Cassandra Thrasybule

than those in the United States and Canada, who have been at his side, forgetting that elections, already in the works when he assumed office, were to be held in November 2021. Of course, Dr. Henry has been mentioning insecurity in Haiti which, all would admit, make it impossible to hold credible elections.

In the process, the wide-



Cassandra Thrasybule

spread insecurity, which has become the norm, works to the advantage of Ariel Henry, who remains prime minister and president, without having been elected by the people. Haiti is no longer a democratic state. The last vestiges of that democracy disappeared in January of this year when the mandates of 10 re maining senators elapsed. They were

only figureheads, collecting salaries and other perks, without legislating anything, whatnot with a lack of quorum in a regular 30-member Senate.

Such is Haiti, a member of the OAS, the "Democratic Club" which has established a commission, the attributions of which are vaguely defined but which can't safely operate in Haiti. Thus, its headquarters in the Dominican Republic, next door, while the bigwigs of the International Community keep supporting a despot

siah Garvey; Dr. Tiffany Oloke, Chief Executive Officer of Flawless N. Ridge; Dr. Ken Irish-Bramble, Associate Professor at Medgar Evers College (CUNY); Sharon Sewell-Fairman, President and Chief Executive Officer of Women Creating Change (WCC); Noel Blackburn, Chief Data Officer (CDO) for Brookhaven National Laboratory (BNL), and yours truly, Raymond Joseph, former Haitian Ambassador to the USA.

The event, scheduled for 5-8 pm tomorrow, will be at the **Center for Fiction**, 15 Lafayette Avenue, across from the Brooklyn Academy of Music, in downtown Brooklyn, N.Y. **Register at CASONY.ORG/ONECARIB.**

Complimentary drinks and hors d'œuvres will be provided.

Then the Grand Opening of the Film "AYITI PAPPERI"

It's scheduled for Friday, June 30, at Hofstra University's Student Center Theater in Hempstead, Long Island, 1000 Hempstead Turnpike, in Hempstead, L.I., N.Y. 11549. Performance will start at 7:30 pm, with doors opened at 6:00. Singer John Steve Bruenash and artist/activist Emmanuel Obas will get you in the mood to make an experience that I highly recommend, for having seen a preview of "AYITI PAPPERI," a film by Cassandra Thrasybule—in Creole, with English subtitles—appealing to all tastes.

Considering the dire situation in Haiti these days, the message of "Haiti won't perish" is quite uplifting, as one watches Haitian peasants picking up their tools and working, to the tunes to which they're used, while turning Haiti into an agricultural wonderland, as it had been when it was referred to as "The Pearl of the Antilles."

The actors are not from Hollywood, just normal citizens like you, with whom you will relate as they show determination in making a lasting difference for good. And guess what? The Haitian Diaspora, that's all of you living abroad, are very much concerned, because there are examples of some of you returning to Haiti and already making a difference.

For those who enjoy reading Creole, I refer them to the column *Greenn Pwonmennen*, on page 6 of this issue, in which I review "AYITI PAPPERI."

I understand that tickets, at \$35, are selling like hot cakes. At the door, you'll pay \$40. You can visit <https://ayitipapperi-grand-premiere.eventbrite.com/ayitipapperi.com>. Or you may do a Zelle to 954-707-9709.

For information, call these numbers: 954-707-9709; 347-203-2020; 718-791-7748.

RAJ

rajjo31@yahoo.com

June 29, 2023

in Haiti, overseeing a state of anarchy. Until when?

RAJ

Two events back-to-back First, it's an event about Caribbean-American Heritage Month

On Thursday, June 29, that's tomorrow, the Caribbean-American Society of New York (CA

SONY) and Friends will stage a "Leadership and Networking Reception" in celebration of Caribbean-American Heritage Month and the Unity of the Spanish, French [add Creole] and English-speaking Caribbean islands.

Among the speakers are Dr. Julius Garvey, son of the well-known icon, the late Marcus Mo

HAPPENINGS!

Continued from page 1

support of documentation presented by Haiti asking for help. Last week, we reported in this column that the Dominican foreign minister denied that his country had agreed for Canada to set up an office in his country which would oversee help to the Haitian National Police. He was reacting to Canada's Foreign Minister Melanie Joly who had made that announcement following a June 15 meeting with foreign ministers of the more than 30 Western countries, including the Dominican foreign minister. For cefully, he said no such discussion of the sort had taken place with his government.

Ms. Joly didn't respond to him but on Friday, June 16, she told the Reuters news agency that talks were under way with 20 countries and international organizations "to finalize a location that will support the group's work in geographical proximity to Haiti."

Undoubtedly, the Dominican Republic felt that it was losing an opportunity to have a big say in what happens in the neighboring country with which it has a tense relationship. Thus, the new resolution is not only about supporting the Haitian National Police, but about overall "security, the social crisis, human rights and the inclusive and free elections," as already mentioned.

Haiti's de facto Prime Minister is on board

The Haitian officials who had been mum over the diplomatic flap, which was being played out in the press and on social networks, are now on board. Who else, but de facto Prime Minister Ariel Henry who puts his seal of approval on what will be undertaken via the Dominican Republic.

On his return, last Sunday, June 25, from a summit in France where he rubbed shoulders with some top foreign leaders, he spoke to the press at the international airport in Port-au-Prince. Speaking in French, he said: "It's time that we get out of this political and security crisis which has lasted too long. We have neither time nor any right to be complaisant about our current situation."

When did his conversion take place? We'll never tire of saying that Ariel Henry is the main stumbling block when trying to solve the Haitian crisis. Consider that the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince named him prime minister on July 20, 2021. At that time, the gangs had been in control of Martissant sin-

ce June 1st, before the assassination of the de facto President Jovenel Moïse. Martissant, a Port-au-Prince suburb at the southern entrance to the capital, on National Route No. 2, is the gateway to four of the 10 geographic departments of Haiti. Moreover, that highway goes through three major cities which, administratively, are dependent on Port-au-Prince, which doubles as capital of the Western department. Till this day, the neurosurgeon-prime minister hasn't lifted a finger against those gangs.

As we noted in this column last week, on May 18 Dr. Henry provided handsomely for his own security when he went to Cap-Haitien, Haiti's second city, capital of the northern department. That was when, singlehandedly, he displaced the traditional Flag Day ceremonies, from Arcahaie, 33 miles north of Port-au-Prince, to Cap-Haitien, some 123 miles away. He had the HNP dispatch 150 policemen to the Cap to beef up security. Meanwhile, he has not dislodged the gangs in Martissant, that suburb of Port-au-Prince.

With international support, Ariel Henry prepares a long stay at his post

Ariel Henry is all about reestablishing security now. He told the press last Sunday, at the Port-au-Prince international airport, that during his stay in Paris, he met Brazilian President Luis Ignacio Lula da Silva, along with his foreign minister and advisers. The conversation was about "the urgency to reestablish security in Haiti and investment to eradicate misery and poverty." He also met African Heads of States with whom he discussed security and long-lasting development.

Those projects will take time to be implemented. In the process, Dr. Henry is building up support from world leaders, other than those in the United States and Canada, who have been at his side, forgetting that elections, already in the works when he assumed office, were to be held in November 2021. Of course, Dr. Henry has been mentioning insecurity in Haiti which, all would admit, make it impossible to hold credible elections.

In the process, the widespread insecurity, which has become the norm, works to the advantage of Ariel Henry, who remains prime minister and president, without having been elected by the people. Haiti is no longer a democratic state. The last vestiges of that democracy disappeared in January of this year when the mandates of 10 remaining senators elapsed. They were only figureheads, collecting salaries and other perks,

without legislating anything, whatnot with a lack of quorum in a regular 30-member Senate.

Such is Haiti, a member of the OAS, the "Democratic Club" which has established a commission, the attributions of which are vaguely defined but which can't safely operate in Haiti. Thus, its headquarters in the Dominican Republic, next door, while the bigwigs of the International Community keep supporting a despot in Haiti, overseeing a state of anarchy. Until when?

RAJ

Two events back-to-back

First, it's an event about Caribbean-American Heritage Month

On Thursday, June 29, that's tomorrow, the Caribbean-American Society of New York (CASONY) and Friends will stage a "Leadership and Networking Reception" in celebration of Caribbean-American Heritage Month and the Unity of the Spanish, French [add Creole] and English-speaking Caribbean islands.

Among the speakers are Dr. Julius Garvey, son of the well-known icon, the late Marcus Moïse Garvey; Dr. Tiffany Oloke, Chief Executive Officer of Flaw-

less N. Ridge; Dr. Ken Irish-Bramble, Associate Professor at Medgar Evers College (CUNY); Sharon Sewell-Fairman, President and Chief Executive Officer of Women Creating Change (WCC); Noel Blackburn, Chief Data Officer (CDO) for Brookhaven National Laboratory (BNL), and yours truly, Raymond Joseph, former Haitian Ambassador to the USA.

The event, scheduled for 5-8 pm tomorrow, will be at the **Center for Fiction**, 15 Lafayette Avenue, across from the Brooklyn Academy of Music, in downtown Brooklyn, N.Y. **Register at CASONY.ORG/ONECARIB.** Complimentary drinks and hors d'oeuvres will be provided.

Then the Grand Opening of the Film "AYITI PAPPERI"

It's scheduled for Friday, June 30, at Hofstra University's Student Center Theater in Hempstead, Long Island, 1000 Hempstead Turnpike, in Hempstead, L.I., N.Y., 11549. Performance will start at 7:30 pm, with doors open at 6:00. Singer John Steve Bruenash and artist/activist Emmanuel Obas will get you in the mood to make an experience that I highly recommend, for having seen a preview of "AYITI PAPPERI," a film by Cassandra Thrasybule --in Creole, with English subtitles--appealing to all tastes.

Considering the dire situation in Haiti these days, the message of "Haiti won't perish" is quite uplifting, as one watches Haitian peasants picking up their tools and working, to the tunes to which they're used, while turning Haiti into an agricultural wonderland, as it had been when it was referred to as "The Pearl of the Antilles."

The actors are not from Hollywood, just normal citizens like you, with whom you will relate as they show determination in making a lasting difference for good. And guess what? The Haitian Diaspora, that's all of you living abroad, are very much concerned, because there are examples of some of you returning to Haiti and already making a difference.

For those who enjoy reading Creole, I refer them to the column **Green Pwonnennen**, on page 6 of this issue, in which I review "AYITI PAPPERI."

I understand that tickets, at \$35, are selling like hot cakes. At the door, you'll pay \$40. You can visit <https://ayitipapperi-grandpremiere.eventbrite.com> or you may do a Zelle to 954-707-9709.

For information, call these numbers: 954-707-9709; 347-203-2020; 718-791-7748.

RAJ

June 29, 2023

CARIBBEAN-AMERICAN SOCIETY OF NEW YORK (CASONY) & FRIENDS

Presents:

ONE CARIBBEAN

A Leadership and Networking Reception In Celebration of Caribbean-American Heritage Month and The Unity of The Spanish, French, and English-speaking Caribbean Islands



FEATURED SPEAKER



DR. JULIUS GARVEY
Son of the Honorable Marcus Moïse Garvey

SPEAKERS



DR. TIFFANY OLOKE
CEO of Flawless N. Ridge



DR. KEN IRISH-BRAMBLE
Associate Professor, Medgar Evers College (CUNY)



SHARON SEWELL-FAIRMAN
President and CEO, Women Creating Change (WCC)



RAYMOND JOSEPH
Former Haitian Ambassador to the USA



NOEL BLACKBURN
CDO for Brookhaven National Laboratory (BNL)

Thursday June 29, 2023

The Center for Fiction, 15 Lafayette Avenue, Brooklyn, New York

5-8 PM

Register at CASONY.ORG/ONECARIB








Complimentary Drinks & Hors d'Oeuvres will be provided.

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Révolte ratée en Russie, Vladimir Poutine se dit poignardé dans le dos

À la une, samedi dernier, 24 juin, la nouvelle faisant le tour du monde était celle des mercenaires du groupe Wagner, dans leurs tanks, sous la direction de leur chef, Yevgeny Prigozhin. Destination : Moscou. Après avoir occupé le quartier général militaire de Rostov, une ville dans le midi de la Russie.

En effet, Prigozhin, à la tête d'une armée de 25 mille hommes participe, aux côtés de la Fédération russe, à la guerre d'Ukraine qu'avait déclarée le président russe contre son voisin plus faible, en février de l'année dernière, disant qu'il s'agissait d'un « *exercice militaire de 24 à 48 heures* ». Voilà déjà seize mois depuis cette incursion désormais une guerre tous azimuts causant des milliers de morts des deux côtés. Pourtant, Prigozhin, un mois plus tôt, disait que ses troupes encourageaient des risques, parce que la hiérarchie

mobilisait ses troupes pour faire face à l'attaque. Déjà les troupes mercenaires se trouvaient à quelque 200 kilomètres de la capitale russe.

En tout cas, le pire a été

guerre en Ukraine. Car le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, se frotte les mains par cette division dans le camp ennemi.

Le président russe saura-t-

qui lui a été concédée par feu le président Jovenel Moï se. Il est question d'une importante quantité d'hectares de terres appartenant à la famille de feu sénateur Louis Déjoie, confis-

ouragans ou l'empoisonnement de l'oxygène qu'on respire. Selon les prévisions de la météo, la région orientale des États-Unis subiront des tempêtes, ce weekend, appelées à immobiliser plus d'un millier de vols. Aussi, l'air sera de nouveau contaminé, à commencer par les régions du Midwest, dont la ville de Chicago est particulièrement visée. C'est encore le même phénomène de la semaine dernière, qui avait été provoqué par des incendies faisant rage dans des forêts canadiennes.



Quant tout allait bien entre eux, Yevgeny Prigozhin préparait à manger pour Vladimir Putin.

épargné, car on prévoit qu'il y aurait eu vraiment du sang versé, de part et d'autre. Toute

il doubler ce cap sans encombre ? Voilà que ceux-là sur lesquels il comptait, en partie, pour mener sa campagne visant à l'annexion de territoires limitrophes, se tournent contre lui. Assurément, une révision de stratégie s'annonce. Peut-être pour le plus grand bien de tous.

Entre-temps, d'aucuns laissent croire que Yevgeny Prigozhin est sous investigation. Hier, mardi, il a été repéré en Biélorussie, et l'on dit que c'est le président de ce pays, allié de Poutine, qui serait intervenu dans le conflit entre les deux anciens amis, histoire de mettre fin à une révolte qui aurait été funeste pour deux belligérants qui auraient été aux prises, sous les armes.

quées par l'État duvaliérien, en 1957. D'autre part président défunt lui avait fait trouver quelque 18 millions de dollars (18 000 000.00 \$), dit-on, pour lui permettre de financer son projet, visant à relancer l'agriculture dans la région.

Selon Jacqueline Charles, dans un article avec force détails, dans *The Miami Herald*, version du 27 juin, le projet comprend des terres à distribuer aux fermiers de la zone, la construction d'un lycée et d'un marché public à Saint-Michel de l'Attalaye, financé par la Banque mondiale.

Andy Apaid dit qu'il « *rejette catégoriquement toutes les accusations et soupçons de contribuer au climat d'insécurité ou de corruption* », ajoutant que la ministre des Affaires étrangères, du Canada, Mélanie Joly, devait « *bien vérifier ses sources et les faits* ».

On reviendra, la semaine prochaine, sur cette affaire. Mais on soulignera que les trois leaders de gangs sanctionnés par le Canada sont *Janmò Sanjou*, Wilson Joseph de son vrai nom, chef des *400 Mawozo*; Vitelhomme Innocent, de *Kraze Baryè*; et Izo (Johnson André) du gang *5 Segond (5 Secondes)*.

Conditions atmosphériques dangereuses à signaler

Plus de 29 millions de voyageurs seront affectés, ces prochains jours, soit par de forts

Deux événements à souligner : Veuillez consulter la rubrique en anglais, HAPPENINGS, à la page 7, où sont fournis des détails sur la réception qui sera offerte gratuitement par la **Caribbean-American Society of New York (CASONY)** demain, jeudi 29 juin, au **Center for Fiction**, 15 Lafayette Avenue, en face du Brooklyn Academy of Music, de 5 à 8 heures. Ceux qui voudront y participer trouveront les informations relatives à cet événement. L'auteur figurera parmi les intervenants.

Par ailleurs, le vendredi, 30 juin, c'est la Grande Première de « **AYITI PAPERI** », un film en créole, sous-titré en anglais, une réalisation de Cassandra Thrasybule, qui sera projeté au Centre théâtral des étudiants, à Hofstra University, 1000 Hempstead Turnpike, à Hempstead, L.I., 11549. Les portes seront ouvertes dès 6 heures p.m. et la projection débute à 7 h 30. Pour de plus amples renseignements, consultez la note au bas de la page 7 de HAPPENINGS.

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com



Jadis, un proche ami de Vladimir Poutine, Yevgeny Prigozhin était toujours dans son entourage.

militaire russe les privait de munitions.

De la parole, il est passé aux actes. Ce qui explique cette rébellion qui avait l'air d'un coup d'État, car se dirigeant sur Moscou avec ses troupes, c'est attaquer à la capitale russe et son président, Vladimir Poutine, qui n'avait rien expérimenté de ce genre durant ses 23 années au pouvoir.

Vers 2 heures de l'après-midi, heure locale, Prigozhin a ordonné une demi-volte à ses troupes, prétextant ne pas vouloir l'« *effusion de sang russe* ». L'on se demande si tel est le motif de sa décision. Car, Poutine avait sonné l'alarme et

fois, la sérénité n'est pas encore retrouvée. À la télévision, lundi, on a vu le président Poutine dire qu'il s'agissait d'un « *coup de poignard dans le dos* ». Sans doute, il faisait allusion à l'amitié qui existe entre lui et Prigozhin, dont on disait « *le chef de Poutine* ». Aurait-il été cuisinier, d'abord, avant de lancer sa carrière militaire qui l'a conduit dans plusieurs pays sur le continent africain, toujours au service du gouvernement de la Fédération russe ?

Il faudra s'attendre aux retombées de cette révolte armée contre le président Poutine, qui est en plein dans la

BRIÈVEMENT, D'ICI ET LÀ !


Andy Apaid dans tous ces états, suite aux sanctions du Canada contre lui

L'homme d'affaires de grande renommée, André, dit Andy Apaid, sanctionné la semaine dernière par le gouvernement canadien, en même temps que trois autres individus, réputés leaders de gangs, prétend qu'il s'agit de « *un coup dur* », qui fera échouer ses efforts visant à créer des emplois, en vue du développement dans une région négligée du pays.

Il s'agit d'une zone, dans le Plateau Central, et d'une région du département du nord

VOICI UN MESSAGE À NE PAS IGNORER.

Connectez-vous à votre compte ou appelez-nous pour commencer.



nystateofhealth.ny.gov
(855) 355 5777



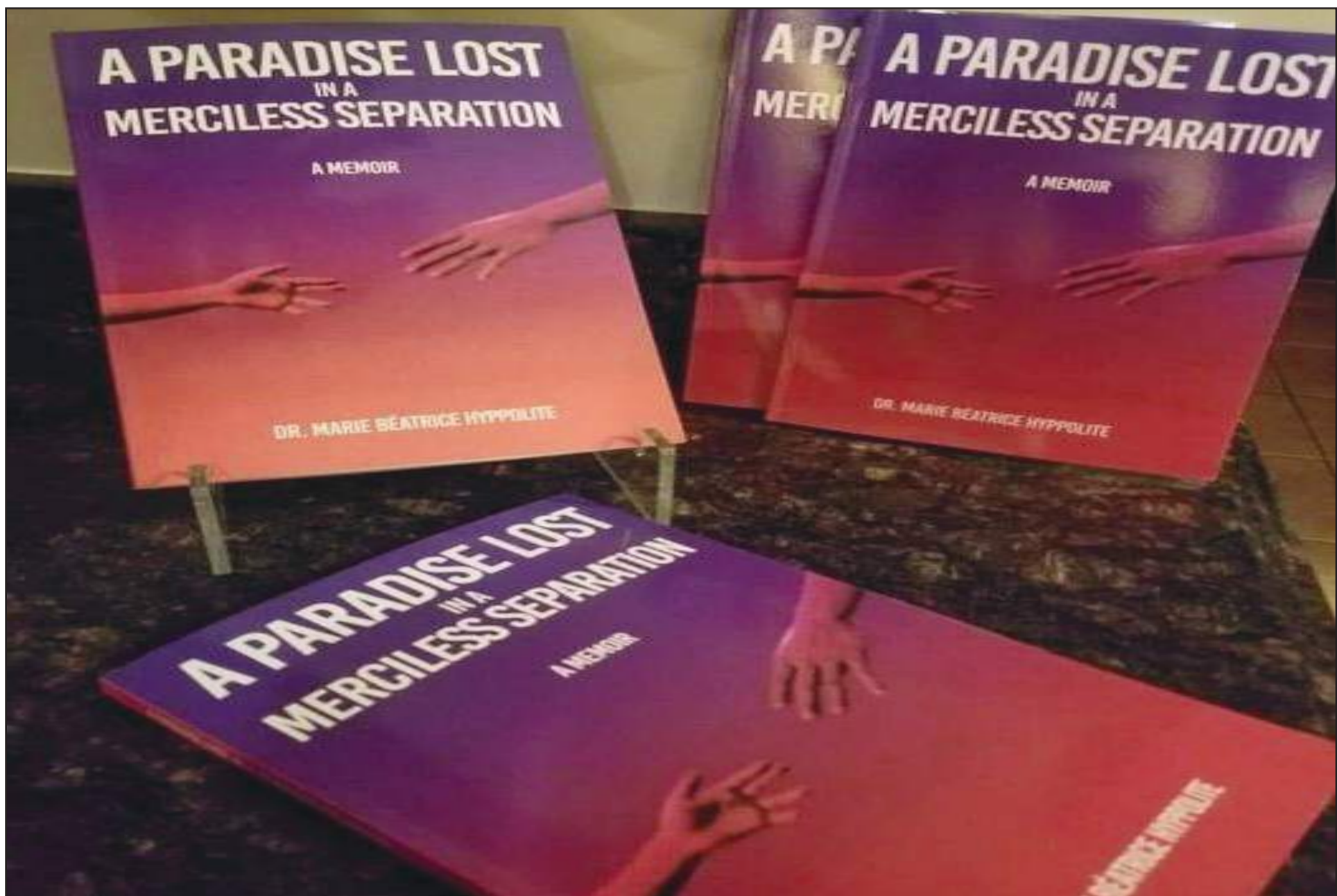

NY State of Health

AUJOURD'HUI 13 h 02

Les règles de renouvellement de l'assurance maladie changent pour les personnes actuellement souscrites à **Medicaid**, **Child Health Plus** ou **Essential Plan**.

Lorsque **NY State of Health** vous contacte, le moment est venu pour vous de prendre des mesures concernant votre assurance maladie.

MESSAGE



ÉDITORIAL



L'intervention d'une force militaire internationale en aide à la PNH dans l'impasse définitive

A l'instar de l'enquête sur l'assassinat du président de facto défunt, qui piétine depuis bientôt deux ans, la requête d'une force militaire internationale, en aide à la Police nationale d'Haïti (PNH), formulée par le Premier ministre illégitime du pays, continue de faire le tour des capitales des grandes démocraties et des fora internationaux. Sombrant dans une impasse interminable, les acteurs feignent s'activer, en vue d'une sortie heureuse, tout en sachant que rien n'aboutira dans le sens d'une solution à plusieurs crises, en gestation en même temps, pour aboutir à la catastrophe actuelle. Quoique disent et fassent les entités se disant à la recherche de cette solution, en réalité, tout le monde méconnaît l'urgence qui interpelle.

Débutée timidement avec Michel Martelly, en crise socio-économique, devenue catastrophe généralisée, à laquelle s'est greffée la crise sécuritaire extrême que le pays connaît aujourd'hui, sous la gouvernance de Jovenel Moïse, cette situation s'est généralisée durant les vingt-trois mois d'Ariel Henry, à la primature. À la lumière des faits constatés, tout au long de la gestion de ce dernier, il est resté indéfectiblement attaché au programme politique de son prédécesseur défunt. On eut dit qu'il avait pour mission de suivre à la lettre ses options. Si les tenants de la démocratie soutenaient l'argument de la continuité du mandat de Moïse jusqu'à sa fin, en dépit de ses dérives, une thèse fortement soutenue par la communauté internationale, elle ne s'applique pas, pour autant, à son successeur. Nommé à la primature par la communauté internationale, en la personne du CORE Groupe aligné derrière le Département d'État américain, sans aucun mandat du peuple haïtien, Ariel Henry n'est doté d'aucune légitimité. Voilà la pierre d'achoppement à tout effort visant à soigner la crise multiforme dans laquelle se débat Haïti.

En effet, l'héritage de la descente aux enfers léguée au neurochirurgien par Jovenel Moïse s'est développé dans toutes ses dimensions, au lieu de trouver un leader responsable et compétent pour renverser cette tendance. Dans la mesure où les pays représentés au sein de ce syndicat de diplomate appelé CORE Group, font la promotion de l'efficacité, de l'intégrité et de la compétence dans la gestion des affaires de leur pays, on est en droit de croire qu'ils visaient le même objectif pour Haïti, en jetant leur dévolu sur le Dr Henry

comme successeur à Moïse. La situation étant ce qu'elle présente, avec ce dernier aux commandes de la République, force est d'admettre que les patrons du Premier ministre de facto ont des raisons tout autre pour le maintenir au pouvoir. Surtout face à ces nombreuses dérives, dans l'administration du pays, mais essentiellement par le fait de l'opposition musclée que lui voue l'écrasante majorité des citoyens, tant au pays qu'en diaspora.

Les différentes crises que connaissait le pays, sous la présidence de Jovenel Moïse, notamment financière, se manifestant sous forme d'insolvabilité du gouvernement, par rapport au financement des services publics (paiement des employés de l'État, surtout du personnel diplomatique et consulaire, le financement de la dette, l'acquittement de la facture énergétique), etc. se sont amplifiées, ces vingt-droits derniers mois. Mais celle, sécuritaire, caractérisée par les braquages, les viols, les vols, les assassinats d'État et les kidnappings, ainsi que les actes criminels de toutes natures ont pris un caractère national.

Désormais, Haïti est devenu un no-mans's land, aucune garantie de sécurité nulle part, surtout à la capitale, kidnappings, assassinats et autres actes criminels se perpétrant au quotidien, et les forces de l'ordre baissant pavillon devant les malfrats. Il ne se passe un jour qui ne soit ponctué d'assassinats ou de kidnappings. Ou bien d'affrontements entre gangs armés, ainsi qu'entre policiers et bandits. Les jours sont marqués de meurtres d'enlèvements contre rançon. Depuis déjà plus d'une année l'insécurité frappe de plein fouet les forces de l'ordre, des policiers tombant victime d'attaques meurtrières des criminels opérant en toute impunité.

C'est l'absence complète des agents de défense publique et la démission totale des décideurs politiques. La population est abandonnée à elle-même, alors que les autorités se portent absents, face à leurs responsabilités à l'égard des citoyens.

Ce spectacle d'incompétence et de criminalité affiché par le gouvernement du Premier ministre de facto Ariel Henry n'est pas seulement constaté nationalement, il n'échappe pas à l'observateur de secteurs politiques à l'étranger. Au point que, dans ces milieux, d'aucuns y voient l'échec de la communauté internationale se trouvant à l'origine de son installation illégale à la primature, présentement piégée par le choix de ce haut fonctionnaire dont elle ne peut pas se défaire, à cause du danger qu'une

telle décision serait susceptible d'entraîner.

Bientôt douze mois, depuis qu'Ariel Henry a adressé, au secrétaire générale des Nations Unies (ONU), sa lettre sollicitant le déploiement d'une force militaire internationale pour aider la Police nationale à dompter les gangs armés. La manière dont évolue cette requête, auprès des pays membres de l'ONU, de l'Organisation des États américains (OEA), et séparément, dans les pays membres de ces deux entités mondiales, n'autorise à croire que cette requête se concrétisera de sitôt, voire jamais. Puisque sans qu'on en parle fort, c'est précisément par Ariel Henry qu'a surgi le scandale. Sa situation porte préjudice à sa propre demande.

En effet, un débat larvé est lancé discrètement, au sein de la communauté internationale au sujet du Premier ministre de facto d'Haïti, par rapport à son statut le rendant inapte à formuler cette demande. Si les grands pays, tels que les États-Unis et le Canada ont le toupet de passer l'éponge sur l'illégitimité et le statut de non élu d'Ariel Henry, d'autres pays y tiennent.

Cette communauté d'opposants à celui-ci, s'exprimant par l'organe de Ralph Gonzalves, Premier ministre de Saint Vincent et Grenadines, et agissant par lui, ne cesse jamais de le dénoncer son caractère « *illégitime* », lui rappelant qu'il est un fonctionnaire « *non élu* ».

Dans de telles conditions, Ariel Henry ne fait pas l'unanimité, au sein de la communauté internationale. Ce

sentiment se dégage, tant au niveau de l'ONU que de l'OEA et de la CARICOM. Au Nations Unies, deux membres permanents, la Russie et la Chine continentale se sont prononcés contre le déploiement de troupes sollicité par M. Henri. Alors que les efforts du secrétaire général Antonio Guterres visant à trouver un pays qui accepte à prendre le leadership d'une telle mission a lamentablement fait échec. Depuis que le Premier ministre haïtien a adressé sa requête au secrétaire général de l'ONU, au mois d'octobre 2022, aucune lueur d'espoir d'un accueil favorable à cette demande n'a pointé à l'horizon. Faut-il attendre encore un an, deux ans ou même plus pour que soit trouvée une réponse favorable à ce projet ?

Faut-il taxer de criminel cette attitude des acteurs, d'un côté comme de l'autre, sachant fort bien qu'aucune réponse favorable ne sera trouvée à la requête d'Ariel Henry, persistent à faire semblant tandis que les gangs armés font la loi en Haïti ?

En clair, ce projet d'intervention d'une force militaire internationale musclée sombre définitivement dans l'impasse. Mais le cynisme affiché par la communauté internationale, à l'égard d'Haïti, force à croire que l'insécurité entretenue par les malfrats perdurera.

Au final, la solution doit passer par une seule personne, qui s'appelle Ariel Henry, si toutefois il reste encore une once de patriotisme chez lui : qu'il rende son tablier. Peut-être que la nation lui sera reconnaissante, en dépit de tous les torts qu'il a fait au pays.

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
Haïti Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Port au Prince, Haïti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785	ÉTAT-UNIS 1ère classe <input type="checkbox"/> 48,00 \$ US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90,00 \$ US, pour un (1) an AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> 55,00 FF, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 100,00 FF, pour un (1) an CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe <input type="checkbox"/> 93,00 US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 160,00 US, pour un (1) an	CANADA Haïti-Observateur Gérard Louis Jacques 514-321-6134 12 Haïti OR Canada 12213 Joseph Cassavant Montréal H3M 2C7
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jean Claude Wolton 13 K Avenue Faidherbe, Et Rt Apt. 41 93310 La Plé St. Gervais France Tél. (33-1) 43-63-28-10		
Name/Nom _____ Company/Compagnie _____ Address/Adresse _____ City/Ville _____ State/État _____ Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____		
<small>Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.</small>		

EDITORIAL



Intervention of an international military force in aid of the PNH at a definitive impasse

Just as the investigation into the assassination of the late de facto president has stalled for almost two years, the request by the country's illegitimate Prime Minister for an international military force to assist the Haitian National Police (HNP) continues to make the rounds of the capitals of the major democracies and international fora. Sinking into an interminable impasse, the players are feigning activity, with a view to a happy exit, in the knowledge that nothing will come of a solution to the several crises in gestation at the same time, leading to the current catastrophe. Whatever may be said and done by those who claim to be in search of such a solution, in reality everyone is unaware of the urgency of the situation.

This situation began timidly under Michel Martelly, as a socio-economic crisis that became a general catastrophe, and was compounded by the extreme security crisis the country experienced under Jovenel Moïse, which worsened under Ariel Henry. In light of the facts, throughout Henry's tenure, he remained unwaveringly committed to the political program of his late predecessor. It was as if his mission was to follow his options to the letter. Although pro-democracy advocates argued that Moïse's term of office should continue until the end, despite his excesses - a thesis strongly supported by the international community - it does not, however, apply to his successor. Appointed to the Prime Minister's Office by the international community, via the CORE Group of western ambassadors, aligned behind the US State Department, without any mandate from the Haitian people, Ariel Henry has no legitimacy whatsoever. This is the stumbling block to any effort to address Haiti's multi-faceted crisis.

Indeed, the legacy of the descent into hell bequeathed to the neurosurgeon by Jovenel Moïse has developed in all its dimensions, instead of finding a responsible and competent leader to reverse this trend. Insofar as the countries represented in this syndicate of the CORE Group, promote efficiency, integrity and competence in the management of their countries' affairs, we had every reason to believe that they were aiming for the same goal for Haiti, when they set their sights on Dr Henry as Moïse's successor. But the situation being what it is, with the latter at the helm of the Republic, we have to admit that the de facto Prime Minister's bosses have quite different reasons for keeping him in power. Particularly in view

of the numerous abuses in the country's administration, but mainly due to the strong opposition to him voiced by the overwhelming majority of citizens, both at home and in the diaspora.

The various crises experienced by the country under the presidency of Jovenel Moïse, notably financial, manifesting themselves in the form of government insolvency, in relation to the financing of public services (payment of state employees, especially diplomatic and consular personnel, debt financing, payment of energy bills), etc., have been amplified over the last twenty-six months. But the security situation, characterized by robberies, rapes, thefts, state assassinations and kidnappings, as well as criminal acts of all kinds, has taken on a national dimension.

Haiti has now become a no-man's-land, with no guarantee of security anywhere, especially in the capital, with kidnappings, assassinations and other criminal acts perpetrated on a daily basis, and the forces of law and order surrendering to the thugs. Not a day goes by that is not punctuated by assassinations or kidnappings. Or clashes between armed gangs, as well as between police and bandits. Every day is marked by murders and kidnappings for ransom. For over a year now, the forces of law and order have been hard hit by insecurity, with police officers falling victim to murderous attacks by criminals operating with impunity.

It's the complete absence of public defense agents and the total resignation of political decision-makers. The population is left to fend for itself, while the authorities fail to meet their responsibilities to the public.

This spectacle of incompetence and criminality displayed by the government of de facto Prime Minister Ariel Henry is not only observed nationally, it does not escape the observation of political sectors abroad. So much so that, in these circles, some see it as a failure on the part of the international community, which is behind his illegal installation in the Prime Minister's office, currently trapped by the choice of this senior official whom it cannot get rid of, because of the danger that such a decision would be likely to entail.

It's been already eight months since Ariel Henry sent his letter to the Secretary General of the United Nations (UN), requesting the deployment of an international military force to help the National Police tame the armed gangs. The way in which this request is evolving, with the member countries of the UN, the Organization of American

States (OAS), and separately in the member countries of these two global entities, does not give reason to believe that this request will materialize any time soon, if ever. Since, without much publicity, the scandal has arisen precisely because of Ariel Henry. His situation is detrimental to his own request.

The international community is quietly debating the issue of Haiti's de facto Prime Minister, whose status makes him unfit to make such a request. While major countries such as the United States and Canada have the nerve to brush aside Ariel Henry's illegitimacy and unelected status, other countries are sticking to their guns.

This opponents in this community speak through and act just as Ralph Gonsalves, Prime Minister of Saint Vincent and the Grenadines, who never ceases to denounce Henry's "illegitimate" character, reminding all that he is an "unelected" official.

Under such conditions, Ariel Henry does not enjoy the unanimous support of the international community. This sentiment is shared by the UN, the OAS and CARICOM. At the United Nations, two permanent members, Russia and mainland China, have spoken

out against the deployment of troops requested by Mr. Henry. While Secretary General António Guterres' efforts to find a country willing to take on the leadership of such a mission have failed miserably. Since the Haitian Prime Minister addressed his request to the UN Secretary-General in October 2022, there has been no sign of a positive response. Must we wait another year, two years or even longer for a favorable response to this project?

Is it not criminal for both sides, UN and OAS, to persist in pretending that no favorable response will be found to Ariel Henry's request, while armed gangs expand their rule Haiti?

Clearly, this project for the intervention of a muscular international military force has come to a definitive dead-end. But the international community's cynicism towards Haiti leads us to believe that the insecurity fostered by the thugs will continue.

In the final analysis, the solution lies in the hands of just one person, whose name is Ariel Henry. If there is one shred of patriotism left in him, he should resign. Perhaps the nation will be grateful to him, despite all the damage he has done to the country.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haiti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél: (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haiti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
17, Hill CR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M0C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13, K Avenue Halicorne, Et Rt Apt. 41
93310 Le Pré St. Gervais France
Tel: (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe:
 48.00 \$ US. pour six (6) mois
 90.00 \$ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF. pour six (6) mois
 1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe:
 \$75.00 US. pour six (6) mois
 \$140.00 US. pour un (1) an

EUROPE

75 EUROS. pour six (6) mois
 125 EUROS. pour un (1) an
Prix en vigueur au moment postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire



Suite de la page 16

Ligue des nations et aussi face à des adversaires spécialement choisis en fonction de ses prochains adversaires (Cameroun, Jamaïque) détails et facteurs à prendre en compte pour toute équipe ayant de l'ambition.

Frantzy Pierrot : Un but à l'agonie du match

Cette première sortie, face à un adversaire qu'on ne connaît ja mais assez, puisque présentant souvent de nouvelles individualités, a rassuré; Haïti dominant souvent son adversaire, se créant des occasions nettes et bonheur final, arrachant au crépuscule de la rencontre trois points, qui peuvent se révéler précieux dans un groupe ou, suivant les pronostics, il y aura une sacrée bataille pour la deuxième place qualificative, dans le sillage du Mexique; les Aztèques, longtemps rois incontestés de la zone, étant hyper favoris de la compétition, d'autant qu'ils semblent être remis des chocs et des gros doutes nés depuis leur Mondial raté, et surtout de la déconvenue de l'humiliation subie quatre jours auparavant (3-0), face aux USA, en demi-finale de la « Ligue des nations » entraînant la révocation du coach à peine nommé, et son remplacement, trois jours avant la Gold Cup d'un nouveau technicien; les Aztèques connaissant trois coaches, en moins d'une année.

Le jeu et les joueurs

À ce niveau, on parlait dans l'inconnu avec une majorité de

joueurs arrivant pour la première fois à la compétition avec l'équipe et de surcroît pas trop jeunes. À ce niveau, on peut dire que les cadres ont rassuré; les deux superstars Nazons et Pierrot, même un peu courts, ont montré qu'ils sont capables de faire la différence. Égal constat pour l'ailier Derrick Étienne, peu à l'aise dans ce rôle de meneur de jeu mais très dangereux lorsqu'il prend les ailes, qualités déjà manifestes lors de ses dernières sorties en club avec Atlanta. On retiendra son geste génial, en deuxième mi-temps terminé par ce tir brossé de l'intérieur du gauche, qui heurta le montant gauche avant de sortir.

Le jeune gardien, Pierre Alexandre : un lourd héritage à remplacer une idole et une star, Jhonny Placide.

On peut regretter que le coach Pellegrini n'ait pas pensé à un stratège pouvant compléter le travail de ratissage remarquable de Acétrès, complémentaire du très jeune Sainte (Ti Jovenel), le jeune grand Gonâvien, solide, précis, et qui confirme l'excellent travail que réalisaient les éducateurs de Camp Nous. On se met encore à regretter la non sélection des deux autres jeunes de l'ancienne académie Camp Nous Dany Jean et Fredler Christophe, qui font leur chemin comme professionnels, à Strasbourg. On meurt même de regrets en pensant à ces jeunes, mondialistes U17 au Brésil, en 2019, chassés de Camp Nous, fin 2020, et que voulaient recruter de grandes cylindrées comme Milan AC, Saint Étienne, tous aujourd'

lui luttant pour survivre en Floride, ou dans les ghettos ultras pauvres du pays, sans compter environ 400 autres, tout aussi talentueux, qui continuaient leur apprentissage dans Camp Nous, ceux-là, les auteurs du tsunami, dont Molina et Lorence disaient qu'ils étaient destinés à devenir des vendeurs de drogue dans les rues de port au Prince.

Pour en venir aux défenseurs, les deux latéraux, Arcus et Alex ont été à la hauteur de leur réputation et semblent sur la forme de 2019. Le jeune, formé à Croix des Bouquets, et son compère, formé à Jacquot Tootball Passion, ont encore épaté, intraitables dans la défense de leur couloir respectif et habile, rapide contrattaquant. La défense centrale est moins sereine et a même donné des sueurs froides. Autant Adé semble souverain dans les airs, s'aventurant un peu trop devant sans coordination avec ses pairs. L'autre Metusalal semble peu à l'aise dans l'axe. Dommage, car, en 2019, avec Meshack et Eshack et Andrew Jean-Baptiste, James Geffard, les deux, athlétiques à souhait et impériaux, dans les airs une sensation de sécurité absolue. On ne comprendra jamais ces deux mises à l'écart, surtout celle du commandant Meshack, solide, généreux, expérimenté, solide comme un rock et vrai chef de défense d'Haïti, depuis 2006 et déjà brillant acteur du Mondial U17 en Corée de 2007. Égal regret pour l'absence du stratège Hervé Bazile, lui aussi brillant acteur avec l'équipe de France U17 de ce Mondial Haïti-France (1-1).

Nos Grenadiers ont donc réussi ce premier examen, et c'est important, après les catastrophes d'une équipe secourue par les histoires ratant son principal objectif, l'octogonal et le mondial de Qatar. Souhaitons qu'avec ce coach enthousiaste, bien formé, même sans grande expérience que l'on accomplisse ses rêves dans la perspective du triple objectif d'une place d'honneur dans cette Gold Cup, d'une qualification à la Copa America 2024, qui se jouera sur ces terres américaines, et même le MONDIAL 2026, devant se jouer en Amérique du Nord, et pour lequel la route sera plus dégagée avec trois pays siège qualifiés. Tout cela en espérant que la FIFA redonne sa souveraineté et débarrasse le football haïtien de ses voyous, qui, pour faire de l'argent, ont pactisé avec les trafiquants de drogue et les politiciens corrompus, qui ont fait le honteux montage pour tenter d'échapper à la justice réclamée par les citoyens aux politiciens qui ont volé trois milliards de dollars, utilisant pour tenter de masquer leur crime en prétextant la construction de 25 stades de football, crime auquel les anciens dirigeants du football ne voulaient pas s'associer, ou même pris leurs distances.

Il est vrai qu'il s'agit encore de modestes consolations, par rapport à la catastrophe qui détruit tout au pays, depuis trois ans, puisqu'il n'y a pas de développement du football dans le pays, espoir de millions de jeunes et gagne-pain d'une majorité de compatriotes sans des compéti-

tions officielles. Les fallacieux prétextes d'insécurité ne tiennent pas; en Ukraine, malgré les bombes, les missiles, les drones ont joué les compétitions.

Mieux au Cap, Cayes, à Saint-Marc, à Léogane, dans le grand Sud, le ballon roule. Seulement, notre Haïti sous occupation, même dans son football doit mourir!

Jwèt pour nou, Grenadiers!

L'Éternel, redonne espoir à pitié Desalin yo!

Résultats et calendrier Gold Cup!

Samedi 24 juin : USA - Jamaïque (1-1).

Dimanche 25 juin; Saint Kitts - Trinidad ? (3-0). Mexique - Honduras (4-0). Haïti - Qatar : (2-1).

Lundi 26 juin : Martinique - El Salvador (2-1).

Panama - Costa Rica (2-1).

Mardi 27 juin Canada - Guadeloupe.

Guatemala - Cuba.

Mercredi 28 juin USA - Saint Kitts.

Jamaïque - Trinidad.

Jeudi 29 juin Qatar - Honduras

Haïti - Mexique

Vendredi 30 juin

Martinique vs Panama

Salvador - Costa Rica

Samedi 1er Juillet

Cuba vs Guadeloupe

Canada vs Guatemala

2 juillet :

Haïti vs Honduras

Mexique - Qatar

J.B.

Suite de la page 16

défense a été solide dans les duels. Elle a fait preuve de sérénité et de complicité, malgré la présence du néophyte Garvin Metusalala, qui, d'ailleurs, a montré de belles choses, tout au long de la rencontre. Au milieu, c'est surtout l'engagement, la présence et le savoir-faire du jeune Carl Fred Sainthe, qui ont retenu l'attention. Joueur indispensable de l'équipe U17, au Brésil, en 2019, le natif de Grand-Goâve s'est illustré par ses dribbles, ses passes,

son sens d'anticipation et son travail de récupération, tout au long de la rencontre. Sa prestation a été impressionnante. Néanmoins, l'animation offensive avec Derrick Étienne, Dukes Nazon et Fabrice Picault est à repenser. Derrick est plus un détonateur, non pas un milieu organisateur. Le rôle de milieu relayeur faisant le lien entre le milieu et l'attaque. Pierrot, encore une fois, a été à la hauteur. En bon attaquant de pointe, il a imposé une bataille physique aux défenseurs qataris, il a été bon dans le jeu aérien, son

sens de placement et son sens tactique ont fini par payer.

Tout compte fait, c'est une entame réussie pour les Grenadiers, qui ont résisté, face aux Qataris, pour gagner leur premier duel dans le groupe B. Néanmoins, le deuxième match, face au Mexique, s'annonce compliqué. Les Aztèques ont fait une véritable démonstration de force, face à l'équipe hondurienne, qu'ils ont laminée sur le score 4 buts à zéro. El Tri, n'a laissé aucune chance à l'équipe hondurienne, incapable de résister aux attaques répétées, mais

surtout fulgurantes des Mexicains. D'ailleurs, pour la plupart, d'un centre de gravité très bas, les joueurs mexicains sont rapides et techniques. Ils sont capables de remonter le terrain dans un laps de temps et laisser derrière eux toute l'équipe adverse. Face aux Mexicains, les Grenadiers vont devoir courir davantage, ils seront obligés de dépenser plus d'énergie que d'habitude, en sus de faire preuve de vigilance en permanence. Pellegrino Calderon doit renforcer son milieu de terrain pour essayer de casser le rythme des Mexicains.

La bataille pour la récupération du ballon sera intense, et l'équipe, qui parviendrait à imposer son jeu, au milieu du terrain, sortira peut-être vainqueur de ce match choc. En attendant, l'ambiance, qui a régné au sein de l'équipe, laisse croire que les joueurs sont en harmonie avec le staff technique, contrairement à 2019, où ils étaient en conflit avec l'entraîneur principal, Jean Jacques-Pierre. Grenadiers à l'assaut!

R.S.



LES ÉCHOS DE LA FINANCE

Comprendre le budget de l'État en Haïti

PROPOS DE WILLIAM SAVARY RECUEILLIS PAR SERGE KLANG

Salut à tous et bienvenue à la nouvelle rubrique « Les échos de la finance ». Aujourd'hui, un sujet important est sur la table. Il s'agit du Budget. Qui dit budget dit beaucoup d'argent, en principe, recettes et dépenses. L'actuel Budget de l'État haïtien se situe à environ USD 2 milliards et demi \$, dont environ USD 500 millions \$ en provenance de l'étranger. Il fut un temps où l'apport externe était bien plus important encore. Nous avons trois grandes sources de revenus.

Les rentrées de fonds venus de l'extérieur se constituent de dons et de prêts. Le don n'est pas remboursable, tandis qu'il faut s'acquitter de la dette.

Les systèmes des douanes recourent aux droits d'importation et d'exportation. De son côté, la Direction générale des impôts (DGI) ou le civisme fiscal se charge de la mise en œuvre de la politique fiscale de l'État haïtien.

A la DG incombe la responsabilité de percevoir la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA), l'impôt sur le revenu, les assises, et autres redevances envers l'État.

Voilà les sources des recettes qui approvisionnent le trésor public. Aux recettes, il faut juxtaposer les dépenses, exprimés selon le budget de chaque ministère. Ces budgets sont conçus selon le programme du gouvernement en place. Au conseil des ministres l'arbitrage s'impose. Et chaque ministre défend sa chapelle et œuvre pour tirer une plus grande partie du Budget national vers l'institution qu'il dirige. Il demeure entendu que la performance d'un ministre dépend de la taille des crédits budgétaires qui lui sont alloués.

Au conseil des ministres donc, chaque ministre défend son terrain. Toutes les entités nationales, les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, la presse, la société civile, souhaitent trouver, dans l'adoption du budget, une politique qui vise à l'amélioration des conditions matérielles de vie dans le pays.

Nous allons essayer de faire un décryptage avec Williams Savary.

Économiste de son état, M. Savary traîne après lui une expérience, dans cette discipline, qui s'étire sur plus de cinquante ans. Il a évolué dans plusieurs pays, comme par exemple, le Rwanda et le Bénin, en Afrique, ainsi que la Hongrie, en Europe. Il pratique aux États-Unis d'Amérique depuis 1983., la H

Salut William Savary !

William : Salut à toi Serge, salut tout le monde.

Serge : Donc, aujourd'hui on se penche sur le Budget.

William : Oui. Je l'ai avancé

tout au début. La population, en général, s'attend à constater, dans le Budget,

Une politique qui vise à l'amélioration des conditions de vie dans le pays. D'un point de vue méthodologique, cette mission de l'État, l'épanouissement du citoyen, dans toutes ses dimensions, sera mis en évidence. Sa réalisation de cet objectif dépend de l'importance des ressources engagées et la création de conditions susceptibles d'embrigader objectivement les citoyens civils et moraux dans les projets prévus, dont les conditions d'applications des efforts détermineront le taux de la croissance économique et l'ampleur de l'épanouissement du citoyen. Au cours de notre discussion, un nouveau regard sera également jeté sur le secteur informel.

Le Pib réel

Le Budget peut remplir une fonction transformationnelle dans la croissance économique d'un pays. Une partie peut être utilisée pour : stimuler la croissance économique, donc une augmentation de la production nationale évaluée à un prix de référence établie une année antérieure à la production actuelle. Cet objectif occupe une place importante dans la conception du Budget, la croissance économique en étant partie essentielle.

Pib nominal ou pib/capita

Pour faire croître le produit intérieur brut nominal d'un pays, l'accent doit être mis sur une augmentation de la taille de la production nationale répartie sur toute la population. Les composantes de cette répartition portent à équivoque. Elle inclue une partie de la population qui n'a absolument aucune implication dans la production nationale. Je parle ici les enfants en dessous de 15 ans, des vieux désormais improductifs, des indigents, des chômeurs, des invalides.

Malgré cette ambiguïté, dans l'expression du développement économique, l'usage du concept produit intérieur brut per capita continue de faire école comme unité de mesure. Une consultation des données que recueillent les organisations internationales, comme la Banque mondiale (BM), Le Fonds monétaire international (FMI), UNDP, CIA Facts Book, tous font mention de cette unité de valeur qui, il ne faut pas l'oublier, n'est pas une mesure exacte. Elle est une estimation dont la méthodologie prend en considération plusieurs données économiques comme, par exemple : le taux d'intérêt, la masse monétaire, le taux d'inflation, le taux

du chômage, la production industrielle, l'immobilier, etc.

Depuis belle lurette une lutte s'est déclarée dans le débat économique qui voudrait réduire, ou même éclipser le rôle du Budget national dans le développement et la croissance économique d'un pays. Dans cette dispute, la plaidoirie pour une augmentation de la valeur du produit intérieur brut (réel ou nominal) s'impose à la lumière du menu suivant :

1- invitation de l'investisseur étranger (foreign direct investment) accompagnée de la réduction des obligations fiscales, établissement de zone franche et/ou de franchise douanière, crédits fiscaux, adoption d'un salaire minimum à peine égal au minimum pour le maintien de vie d'une famille, élimination ou réduction drastique de droits de douane à l'importation, l'ouverture déraisonnable des frontières et l'affaiblissement des institutions étatiques mandatées pour la protection intégrale de la souveraineté nationale intégrale, marché, territoire, culture, valeurs.

Si vous êtes un adepte de la redistribution équitable des ressources du ratio capital/travail, le crédit budgétaire alloué à l'investissement doit être considérable. Vous êtes favorable à l'adoption de nouvelle technologie, la réduction du chômage, l'augmentation du salaire, la conformité aux exigences du fisc et des coûts sociaux. (pension, maladie, invalidité).

Ou bien si vous optez pour que la proportion capital et travail devrait soit consacrée à élever le niveau moyen du standard de vie (PIB nominal), la portion du budget dédiée à l'investissement national sera négligée. Dans ce secteur, le souci principal est l'augmentation de la valeur de la production. Que cette augmentation soit due à l'accroissement de la masse monétaire, ou à l'implantation du capital étranger et le menu susmentionné.

Vu que nous contrastons standard de vie à croissance, avant d'aller plus loin, je veux, comme nous le faisons souvent rappeler qu'il y a une différence fondamentale entre développement économique souvent confondu avec l'augmentation du PIB nominal, et croissance économique souvent obtenue par les données du PIB réel.

Quand nous évoquons le terme développement, nous prenons en considération la transformation de l'homme, son environnement, ses relations sociales, ses loisirs, c'est le développement de l'humain.

Tandis que pour nous la croissance économique équivaut à une augmentation dans l'emploi, le

salaire, le capital et la production. Tous les domaines de la vie, tels que : formation, culture, habitat, transport, santé, éducation, communication, etc. en sont tributaires.

Dans notre scénario, le Budget constitue un instrument qui pourrait contribuer à stimuler la croissance en faisant un usage qualitatif des ressources qui ont été perçus, puis redistribués sous formes de crédit budgétaire, subventions, et autres.

Cette redistribution est planifiée au cours d'une conférence budgétaire réunissant les ministres. Ces derniers soumettent d'abord le Budget, selon les priorités du gouvernement dans le quel ils sont appelés à servir, et à travers l'arbitrage ; il est déterminé qui obtiendra le plus de crédit budgétaire pour financer ses opérations.

Serge : Voilà... ces crédits représentent donc la taille du budget.

William : Vous venez de dire une chose importante, c'est la taille du budget. En Haïti, aujourd'hui, nous parlons d'une pitance de 2,3, 2,5 milliards de dollars. C'est un montant qui a été plus ou moins constant, durant les trois à quatre dernières années.

Serge : D'accord !

William : La question que je voudrais porter à l'attention de tout un chacun est la suivante : Pour percevoir 2,3 à 2,5 milliards de dollars, il vous faut une base. Qu'elle est cette base ?

Serge : Oui, c'est ça, 2,5 milliards de dollars sont extraits d'un certain montant. Quel est ce montant ?

William : Faisons abstraction du montant de l'international. On va prendre un exemple...

Serge : Surtout si on présuppose que l'apport de l'international est relativement stable !

William : On va prendre les 2 milliards de dollars, qui représentent plus ou moins les impositions de la trésorerie sur la production nationale. Les barèmes des taux d'imposition en vigueur en Haïti fluctuent entre 10 à 30 % ; pour faciliter le développement de notre réflexion, prenons une moyenne de 20 %.

Serge : D'accord !

Williams : 20 % de quelque chose représentent les 2 milliards et pour trouver ce quelque chose il s'agit d'effectuer une opération arithmétique. On divise les 2 milliards par 0,20 %, ce qui vous donne 12 milliards de dollars. Donc, au niveau de l'économie formelle, la taille de celle-ci est de 12 milliards de dollars. Compte tenu, bien sûr, du montant de l'imposition. À cela si on additionne l'économie informelle, qui

représente, à peu près, 50 % de l'économie nationale, nous avons facilement une économie susceptible d'être évaluée à entre 15 et 18 milliards de dollars.

Serge : Oui ! Maintenant la grande question vous venez d'évoquer de la différence entre le secteur formel et le secteur informel l'un paie des impôts et l'autre ne paie pas.

William : On sait déjà que des acteurs du secteur formel, il y en a aussi plusieurs qui pratiquent l'évasion fiscale. Ceci est vrai, sur tout pour les chefs d'entreprises. L'évasion fiscale provoque du manque à gagner pour le trésor public.

Il faut également porter à ce tableau : la non-imposition du secteur informel accompagnée de la sous-déclaration des acteurs de tous les secteurs confondus.

Serge : Ils sont tous des acteurs de l'évasion fiscale !

Williams : Auteurs de fausses déclarations à la douane, fausses déclarations des revenus, sans oublier les abus que font les acteurs économiques jouissant des exemptions et des franchises douanières.

L'anéantissement et l'abolition des techniques mises en œuvre pour profiter de l'évasion fiscale pourraient considérablement augmenter les revenus de l'État. Le produit serait une économie beaucoup plus performante. Au lieu de 12 milliards de dollars de produit intérieur brut nominal, on aurait peut-être comptabilisé 15 milliards de dollars ; alors une imposition minimum dans l'agrégat de l'ordre de 3 milliards de dollars.

Serge : En effet !

William : Quand on considère l'apport du secteur informel aux agrégats de l'économie nationale, la taille du produit intérieur brut dépasse de loin ce qui est rapporté dans les livres comptables. Ceci renforce ma position selon laquelle plusieurs des influenceurs de l'opinion publique, qui s'engagent à réfléchir sur l'économie de la République d'Haïti, s'inscrivent dans des documents qui pourraient ne plus répondre à la réalité haïtienne. Il faut aller à l'extérieur de ces livres. Il faut réfléchir autrement, afin d'obtenir une évaluation pragmatique et raisonnable de la taille du produit intérieur brut (PIB) du pays.

Serge : Les acteurs peuvent éviter les impôts sur le revenu, mais ils ne peuvent pas s'affranchir de la TCA,

Ou la Taxe sur le chiffre d'affaires, les droits de douane !

Serge Klang : Merci, William Savary
New York, 24 juin 2023.

Ce que cache le révisionnisme de l'historien ^a Michel Soukar (Première partie)

Par Garaudy Laguerre

MISE EN CONTEXTE

Présentant son roman *‘Acaau, que ta mort ne tue pas ta vie’*^a, sur Magic9, Michel Soukar a souillé l'histoire de notre pays et la réputation de nos ancêtres, en traitant le père de la Nation, Jean Jacques Dessalines, ainsi que Toussaint Louverture et Henry Christophe, de voleurs de terres; Dessalines *‘se nan volÈ tÈ li mourì’*^a. Activité illicite, privée, qui, selon lui, a occasionné et justifié l'assassinat de l'Empereur. Il ne s'agirait, en d'autres termes, que d'une histoire de voleur qui a ÉtÈ, juste titre, abattu.

Personne, jusqu' présent, n'a demandé l'arrestation de Soukar pour profanation. L'action publique que n'a pas ÉtÈ mise en mouvement. Môme la Société d' Histoire et de Géographie n'a pas jugÈ bon de protester. Le jour na liste vedette de Magic9, Roben son Alphonse, l'a môme encensÈ. Notre nation est vraiment en train de mourir !

Choqué de cet affront la Nation, j'ai appelé des amis intellectuels et présumés progressistes, pour exprimer mon Étonnement, face aux propos haineux de Michel Soukar. Ils expriment leur Étonnement que je sois Étonné, en me disant qu'ils l'avaient déjà entendu dire pire que cela. Ils ÉtaiÈnt, pour la plupart, indiffÉrents ce que pourrait prononcer Soukar sur l'Histoire d'HaËti, et le mal qu'il causait dans l'esprit des jeunes HaËtiens et HaËtienes. Donc, ce que j'Écris aujourd'hui est l'intention des simples citoyens et amis sur les réseaux sociaux qui m'ont signifié leur indignation et qui se sont sentis insultés, mais Également frustres après cette entrevue.

Cette publication est faite sous réserve que Soukar fasse des excuses aux HaËtiens et rectifie ses paroles haineuses. Vu ses interventions répétées, apparemment progressistes sur Radio MÈ tropole, interventions diffusées grande Échelle, comme s'il Était en campagne, je m'interroge sur l'objectif poursuivi et sur les raisons qui ont porté Magic9 le laisser débiter de tels propos.

À priori, je ne porte aucun jugement sur le contenu du livre de Soukar. Cependant, l'interview donne l'impression que le thème n'est qu'une excuse pour développer et sceller théoriquement le discours antinoir, pour ne pas dire multriste, de la réalité politique historique haËtienne.

Ceci Étant dit, regardons de plus près ce que cache l'essence de la théorie que sous-tend ce discours trompeur et les prémisses fallacieuses de Soukar.

CHAPITRE I

« NÈg nwa ki gen kòb se Mùlat, Mùlat pòv se NÈg nwa »

NÈg nwa ki gen kÙb se M'lat, M'lat pÙv se NÈg nwa^a, une déclaration contextuelle de Jean Jacques Accaau, utilisée hors contexte et de manière abusive par des opportunistes intellectuels et multristes pour accabler les Noirs, sans distinction, qu'ils soient riches ou pauvres, et gommer ainsi la réalité du racisme culturel et institutionnel en HaËti.

Cette citation cache la réalité effective des relations sociales, de classes et de couleurs dans le contexte passé et présent haËtien. En fait, elle renvoie et résume la question de couleur et de classes des privilèges superficiels, accessibles ceux ayant les moyens. Ce qui est faux. Mais surtout, elle fait fi des structures établies et de l'idéologie dominante qui soutendent et renforcent les différents statuts Économiques et sociaux liés la couleur de la peau.

Donc, le Noir, en Étant riche, perd son identité et bénéficie d'une promotion sociale, celle de devenir Multr, puisque sa place et son environnement naturels, ce serait d'Être pauvre. Surtout s'il veut garder son identité et rester Noir. Son gÈte naturel est, de fait, la pauvreté. En revanche, le Multr, dont le statut naturel est, qu'il soit riche, se trouve rétrogradÈ Être Noir s'il ne l'est pas. Alors, il faut éduire l'ordre naturel des choses, si tout le monde devrait garder sa place : Noir = pauvre; Multr = Riche. Et le noir qui de vient riche est un traitre, alors que le Multr, qui de vient pauvre, est une victime.

Voilà la logique et l'idéologie dont fait usage Michel Soukar sur Magic9, pour se positionner faussement en intellectuel progressiste de gauche dévouÈ la cause de la paysannerie. Chemin faisant, il réinvente l'Histoire d'HaËti, fait la promotion de PÈtion, par la petite porte, et assassine la mémoire de notre Empereur une ÉniÈme fois.

Sa méthode n'est pas nouvelle. Il s'agit de nous offrir un héros, en la personne d'Accaau, pour mieux détruire un plus grand.

Soukar ne s'est pas trompÈ, ou mal exprimÈ. N'importe quel marxiste adulte, qui aurait un tout petit peu voyagé, saurait, pertinemment, que, dans ce monde, le Blanc reste Blanc, avec tous les privilèges que cela comporte, avec ou sans argent. A contrario, le Noir reste Noir, avec ou sans argent, et fondamentalement, ne saurait se substituer au Blanc. Sur tout avec les stigmates décollant de trois cents ans d'esclavage. En HaËti, depuis l'assassinat de Des

salines, il y a un privilège inhérent Être Multr, Blanc, et maintenant, Arabe. Avec ou sans argent.

La notion en elle-même est biaisée et trompeuse. En effet, le Noir doit, d'abord, travailler pour devenir riche, avant d'Être considéré Multr. Il apparaît donc plus important d'Être Multr que d'Être un Noir riche.

Mais en réalité, la situation de la paysannerie haËtienne, des masses noires ou des Multr, sur l'Échelle Économique et sociale, n'est pas du tout la préoccupation de Soukar. Il a seulement besoin d'un justificatif pour semer son venin multriste et nous préparer une éventuelle candidature multr, Car, si on lui avait demandé de qualifier le statut de l'Arabe arrivé pauvre en HaËti et devenu riche, il nous aurait probablement répondu que ce sont de rudes travailleurs.

CHAPITRE II

Le mensonge inhérent dans la thèse de Soukar

Soukar nous apprend fièrement que Accaau Était un illettrÈ, une affirmation sans argumentaire véhiculée sur la plupart des Noirs qui ont fait l'indÉpendance. Il est certain que ni Goman ni Accaau n'ont fait les belles lettres, ni eu un parcours académique classique, comme ce fut le cas pour PÈtion et les Multr qui ont ÉtudiÈ en France. Mais aller jusqu'à dire qu'il Était illettrÈ est du domaine de l'imagination de l'auteur. Ils devaient Être au moins tous allÈs l'École de la révolution anti-esclavagiste, n'est-ce pas ? Qu'un soi-disant marxiste, môme Élitiste, adepte de l'École marxiste de l'expérience, de la pratique et de la maîtrise, les qualifie d'illettrÈs relève purement du racisme.

Tout arrogant et intellectuel qu'il soit, Michel Soukar n'a fait aucun effort pour détecter et analyser toute faille éventuelle dans la déclaration d'Accaau. Il a préféré en trafiquer le propos pour satisfaire son agenda politique et idéologique propre. Agenda qui consiste faire fi des structures établies et de l'idéologie raciste dominante, pour en innocenter les bénéficiaires.

Une simple observation l'arrive de l'aéroport international Toussaint Louverture nous expose la réalité que décrit Accaau. Les portefaix, tous Noirs, approchent en tout premier lieu les voyageurs blancs et multr pour les aider avec leurs bagages, comme si les autres n'existaient pas. Les quelques Multr, qui ne sont pas abordés, demeurent ceux qui ont la mine fermÈe et sont réputés fauchÈs. Ils traËnent alors leurs propres ba

gages. La diligence et le choix des portefaix sont vraisemblablement dus une présomption de richesse envers les Blancs et les Multr et un espoir de récompense financière.

En deuxième lieu, ce sont les officiels du gouvernement, les hommes noirs du milieu politique et Économique (gÈnÈralement connus) qui sont sollicités. Ils sont costumés ou ils portent des vêtements et des chaussures de marque. Le reste des voyageurs, pour la plupart des Noirs, sont royalement ignorés et se débrouillent avec leurs propres bagages. Il est entendu qu'ils n'ont ni les moyens ni la culture du pourboire. Au parking des VIPs, la plupart des Blancs, les Multr et les Noirs influents rejoignent leurs chauffeurs et agents de sécurité. Ils se disent au revoir, se font la bise et partent tous en semble, Noirs, Blancs et Multr, en convoi.

Ainsi, Accaau, selon la lecture de Soukar, aurait pu, de façon fort simpliste, en déduire que les Noirs, qui sont riches, sont traités et se comportent comme des Multr et les Multr pauvres sont ignorés comme des Noirs.

Cependant, la scène à l'aéroport Toussaint Louverture ne raconte pas toute la réalité. Et, Áa, Soukar le sait. Si nous voulons connaître la réalité effective des privilèges liés à la couleur de la peau, il nous faudrait faire un inventaire des propriétaires de banques, des importateurs de carburant, des concessionnaires de voitures, des propriétaires de grandes industries, l'inventaire de ceux qui contrôlent les moyens de production, l'exportation et l'importation. Ou alors, l'inventaire des oligarques. Ne serait-ce pas là la démarche d'un vrai historien, marxiste de surcroît ?

En passant, les portefaix, qui se retrouvent les mains vides, ont tout le loisir d'aider les Multr qui ont la mine au front et sont fauchÈs, à titre gracieux !

Soukar aurait pu se contenter de mettre les oligarques du secteur privé, les politiciens, noirs et multr, dans le même panier, pour faire son *‘analyse’*^a. Mais non, son objectif Était de détruire Dessalines et d'humilier le peuple.

CHAPITRE III

Les bases idéologiques du discours de Soukar

Il est déplorable que le discours du marxiste/intellectuel haËtien ait ÉtÈ dogmatiquement introduit en HaËti, par des intellectuels bourgeois, qui ont ÉtudiÈ en France et qui ne jureraient que par la lutte des classes et la dictature du

prolétariat blanc, selon Karl Marx. Et cela, même quand ce prolétariat n'existait pas encore en HaËti, et dans la plupart des pays dits du Sud. Marx lui-même avait ignorÈ les luttes des peuples du Sud et de l'Asie, jusqu'à faire une boutade sur le pouvoir de Soulouque. Son modèle s'est appuyÈ sur la France, l'Allemagne, en fait l'Europe occidentale. Pas une parole pour les colonisés et les esclaves noirs. La perspective eurocentrée de la lutte des classes, importée en HaËti, n'a jamais donné de résultats politiques probants, si non quelques productions littéraires importantes, des analyses théoriques de bonnes factures, bien que sans application pratique sur le terrain. À force de nier la réalité de la société haËtienne et les vraies contradictions en son sein, particulièrement la question agraire, celles de la langue nationale, de la religion et la question de la couleur, qui constituent l'essence même de l'identité haËtienne, les marxistes haËtiens n'ont jamais su s'implanter réellement dans le pays, ou apporter des solutions. Ils ont fini par s'aliÈner des masses noires et sont devenus, de fait, leurs ennemis et les alliés de la bourgeoisie majoritairement multr. Leur dogme se heurtait une réalité qui n'Était pas dans les classiques marxistes. Ils se sont retrouvés dépourvus et confus, car les masses travailleuses haËtiennes n'Étaient ni blanches, ni prolétaires.

L'arrivée au pouvoir de François Duvalier, qui a fait de l'Établissement d'un pouvoir noir en HaËti son cheval de bataille, les embryons de luttes anti-imperialistes dans la région aidant, a donné un nouveau souffle au mouvement communiste/marxiste haËtien. Il y avait, en effet, non seulement une dictature qui n'Était pas prolétarienne combattre, mais Également un pouvoir qui faisait la promotion des Noirs au lieu du prolétariat. Ce nouveau souffle, du même coup, consacra le mouvement communiste/marxiste haËtien comme Étant un mouvement de Multr.

Dans cette perspective du marxisme dogmatique, il faut ignorer et, si possible, Éliminer tout ce qui ne correspond la vision étroite du marxisme et de la lutte des classes. Il faut substituer toute lutte ou revendication spécifique des peuples noirs/chinois ou arabes, en une lutte prolétarienne. Pour ce faire, il faut s'opposer leurs revendications, leurs mouvements, leurs aspirations, voire, leur histoire. Si possible, il faut détruire leurs symboles et leurs leaders.

C'est la raison pour laquelle, ces marxistes intellectuels sont

Ce que cache le révisionnisme de l'historien ^a Michel Soukar (Première partie)

Suite de la page 14

ont devenus les alliés incontestables des bourreaux de ces peuples. Voilà pourquoi, Karl Marx a dû négier Soulouque; Staline n'a pas soutenu Mao Zedong, au début de sa lutte de libération nationale; et c'est ce qui explique que Michel Soukar traite Dessalines, Toussaint et Christophe de voleurs.

L'intellectuel marxiste/communiste haïtien, est foncièrement et, des fois, malgré lui, anti-noir. C'est pourquoi il ne s'intéresse pas à l'Afrique, ni aux luttes de libération nationale, ni aux injustices (comme le franc CFA), pratiquées sur ce continent.

Voilà ce qui explique qu'un marxiste postule l'évolutionnaire naïf, disciple du soi-disant visionnaire Accau a pu, quand même, s'associer un groupe politique la solde de pays étrangers, parti qui lierait la France, dont l'un des objectifs était de boycotter la célébration du bicentenaire de l'indépendance.

Il ne peut pas se justifier en prétendant avoir été ignorant de la lutte d'Accau, cette époque, puisqu'il prétend que son projet remonte sa jeunesse. Cependant, je ne souhaite pas faire l'analyse psycho-sociale d'un tel lecteur/communiste haïtien, du genre de Michel Soukar, mais plutôt de poser une parole pour la jeune génération, pour lui dire qu'il ne faut jamais laisser le mensonge prospérer, particulièrement quand il s'agit de nos ancêtres. Qu'il faut se battre pour que la vérité et la science règnent. Et,

que nous devons être prêts à mourir pour elles et avec elles. Une façon de rallier ceux qui peuvent l'être, pour contribuer à sauver notre pays et notre histoire.

CHAPITRE IV La vérité historique sur Dessalines et le phénomène Goman/Acaau

Pour bien comprendre le phénomène Goman/Acaau, il faut d'abord revisiter les détails auxquels Dessalines faisait face, son projet et sa vision. Dessalines a voulu construire un État, militairement et économiquement fort. Il a fait construire des forts partout dans le pays, afin de combattre un retour éventuel des forces occidentales, notamment de l'armée française. La constitution qu'il a promulguée, en 1805, contient l'essentiel de sa vision et de sa stratégie, savoir : que tous les Haïtiens étaient égaux, devaient avoir un métier, être de bons soldats, prêts à se battre et sont tous connus sous le nom de Noirs, quelle que soit la couleur de leur peau. L'article 14 de la constitution impériale n'était pas vu d'un bon œil par nombre de Mulâtres. Germain eut ainsi à déclarer que la propriété d'un esclave ne saurait jamais être égale à la sienne.

Le conflit éclata ouvertement entre les Mulâtres et Dessalines quand celui-ci prit les dispositions pour bloquer les tentatives des Mulâtres du Sud de s'approprier les biens des anciens colons. Dessalines pensait que c'était l'État qui devait être fort et riche, pas les particuliers. Il fit rentrer tous ces biens dans le patrimoine des villes

et des régions. La corruption avait déjà le temps de gangrener tout le Sud.

Les Mulâtres commerçaient clandestinement, avec les Anglais et les Américains, ce qui leur permettait un manque gagner considérable pour les caisses de l'État, alors même que ces pays ne nous reconnaissaient pas en tant qu'État. Les anciens Français et les hauts dignitaires de l'Armée commencèrent à accaparer des terres, des habitations et des maisons que les colons français avaient abandonnées dans leur fuite. Ils arrivèrent même à fabriquer de faux titres de propriété jaunis avec de la fumée pour avoir un aspect d'ancienneté.

Soukar, voulant reconnaître le droit des Mulâtres d'accaparer des terres et d'hériter des biens des anciens colons, au détriment des masses d'esclaves noirs devenus libres, estime que c'est Dessalines, le criminel. Se contentant d'être un Mulâtre honoraire et défendant la cause des siens, il souille la réputation de l'Empereur.

Néanmoins, n'en déplaise à Soukar, Dessalines mit un frein à toutes ces combines en réclant la vérification de tous les titres de propriété. À cette occasion, il prononça des paroles qui signèrent son arrêt de mort : *De la même façon qu'on traite ceux qui volent des poules, des denrées ou du bétail, je ferai fusiller ceux qui ferment les yeux sur l'accaparement des biens de l'État. Avant de prendre les armes contre Leger, les Mulâtres, tout fils de Blancs qu'ils furent, ne recevaient*

aucun héritage de leur père. Comment comprendre que, si tôt que nous ayons chassé les colons, ces fils se mettent à réclamer leurs biens ? Les Noirs dont les pères sont en Afrique, n'auront-ils donc rien ? Dessalines, en fait, faisait référence aux pères et grands-pères de Goman et d'Accau.

Le 1er septembre 1806, Dessalines a passé une loi pour faire cesser le vol des terrains. Germain, qui normalement, signait les lois, ne l'a pas signée. Dessalines l'a fait signer par son secrétaire privé, Boisrond Tonnerre. Un peu plus d'un mois plus tard, soit le 17 octobre 1806, l'Empereur fut assassiné. Sept jours après, Boisrond Tonnerre fut lui aussi assassiné en prison, sous l'ordre du général Germain.

Certains leaders militaires noirs, moins puissants, comme Goman, puis Accau, n'ayant pas bénéficié des largesses de Pétion, se sont révoltés contre lui, avec comme objectif de déstabiliser son pouvoir. Christophe, qui avait réalisé que le coup d'État de Pétion avait été accompli avec l'appui de l'international, particulièrement de la France, s'est mis à consolider son pouvoir et à construire son propre État dans le Nord. En 1807, il a promulgué sa propre constitution.

C'est dans ces circonstances, que Goman, sous Pétion, ensuite Accau, sous Boyer, réalisant que les deux avaient construit un pouvoir exclusivement au profit des Mulâtres, contrairement au projet de Dessalines, ont voulu renverser le pouvoir de Pétion et ensuite celui de Boyer. Goman avait réussi à recruter et faire cause commune avec certains Mulâtres pro-Dessalines, qui étaient en fuite, pour sauver leurs vies. Accau a en partie hérité de cette alliance ou affection envers Goman, mais n'a pas pu convaincre certains militaires, généraux et nantis noirs, au parlement, de rejoindre ses rangs, bien qu'ils fussent tous dans l'opposition Boyer. De jeunes Mulâtres frustrés, revenus de France, sans emploi et gardés à l'écart du pouvoir de Boyer, étaient davantage animés de la ferveur révolutionnaire de l'époque, que les Noirs au parlement, ou proches du pouvoir, censés représenter le peuple, majoritairement noir. Plus tard, pour calmer la ferveur populaire, il y eut une succession de présidents noirs fantoches, auxquels Accau ne s'était jamais identifié. C'est alors, et dans ce contexte qu'il a prononcé cette fameuse phrase : *Nég rich se Mulat, Mulat p'uv se Nég*.

G. L.
(À suivre)

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

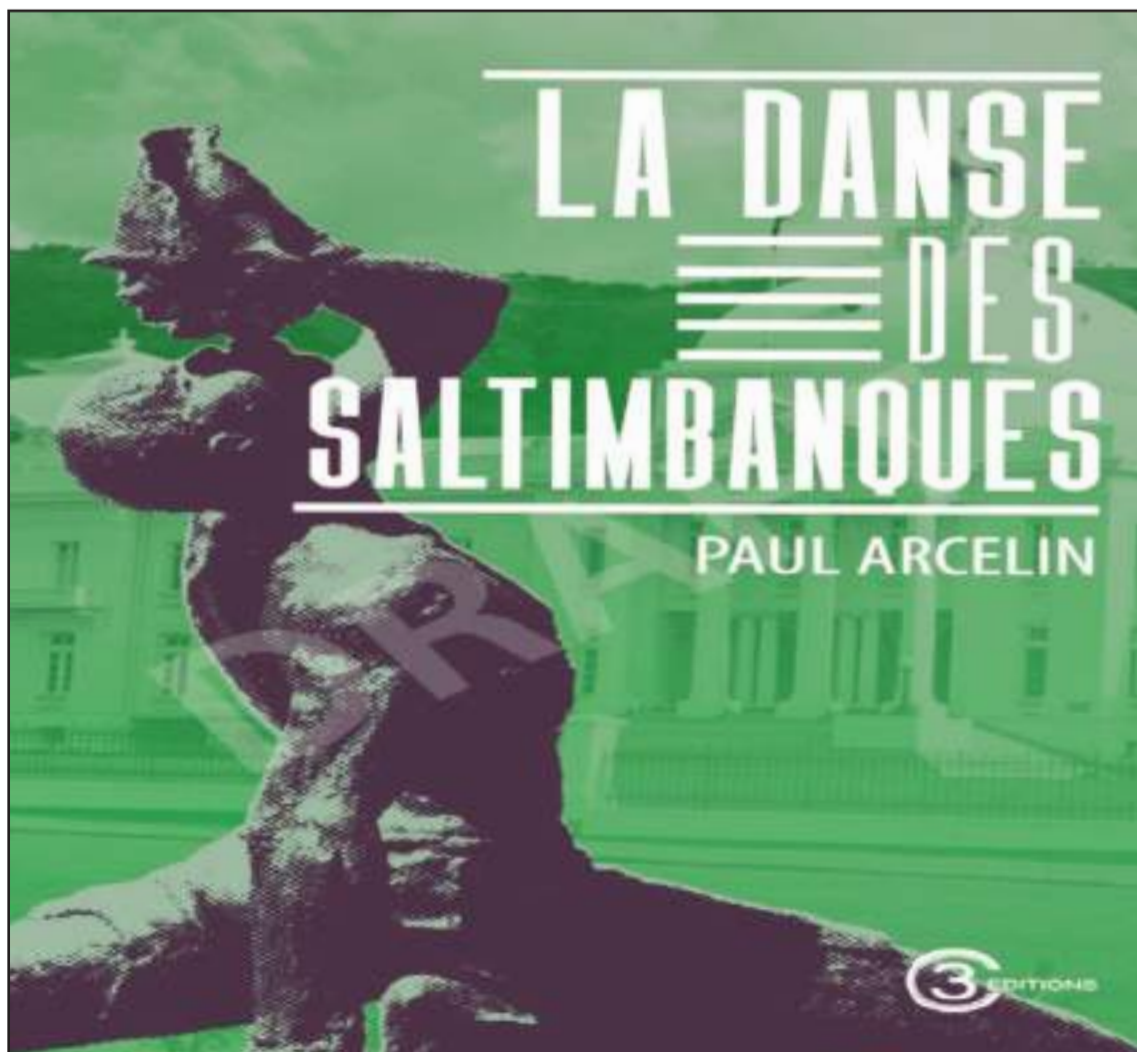
CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm





GOLD CUP 2023

Débuts victorieux de la Sélection haïtienne

Par Jacques Brave

Dimanche 25 juin 2023, à Houston, au Texas, USA; dimanche 24 juin Haïti bat Qatar 2-1. Buts pour Haïti : Duckens Nazon sur penalty) et Frantzy Pierrot (90mn +8).

La Sélection nationale haï-

xième, fois au tournoi biennal de la CONCACAF se déroulant, comme toujours, aux États-Unis d'Amérique.

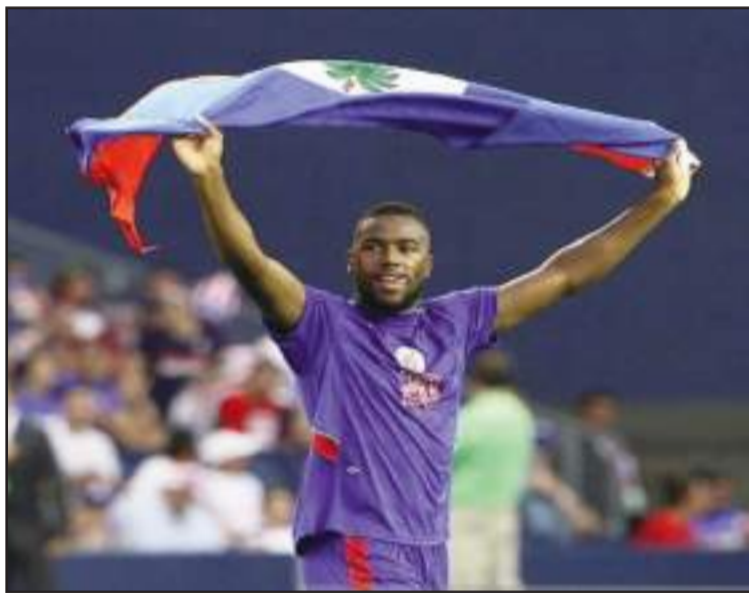
Cela faisait la deuxième fois que les deux sélections s'affrontaient dans leur histoire; le Qatar, qui est une nation récente, avait

ble affiche : Qatar vs Haïti, Brésil vs Argentine, qui fut l'occasion d'une belle victoire (1-0) des Grenadiers, avec un but signé Monuma Constant jr, d'un tir en cloche de 35 mètres. La sélection, entraînée, lors par le Brésilien, Edson Alvarez tenait, à l'époque, à ce déplacement, dans l'optique de renforcer sa candidature à l'obtention d'un des stades devant servir à l'organisation du Mondial. Le Qatar, comme argument de poids pour asseoir son dossier de candidature, s'était engagé à faire don, à des pays du football dans le besoin, les 10 stades ayant reçu les matches de cette Coupe du monde 2022. Reste à savoir ce qui a été fait comme démarche par les Haïtiens sur ce dossier, puisque le Mondial a été clôturé l'hiver dernier et les autorités qatari avaient annoncé, peu après la finale de décembre dernier, le démontage des huit (8) stades ayant accueilli les matches. Les sites où le stade devait être implanté éventuellement les futurs stadiums, en Haïti, avaient explorés; les dirigeants de la Fédération haïtienne de football (FHF) avaient tout mis en œuvre pour faire aboutir leur projet, y voyant une opportunité exceptionnelle,

unique même pour le pays, d'avoir enfin une enceinte tant rêvée et digne de la passion folle séculaire de nous tous pour le sport roi.

Duckens azon au ren-

compatriotes et leur propension plus à la fête qu'à la compréhension. Ensuite, signe évident d'incompétence grave, les joueurs arrivant en ordre dispersé, « ga ye » et à des dates très espacées au rassemblement, surtout les cadres



Duckens NAZON au rendez vous avec sa passion Haït, premier but pour HAïti .

tienne a fait des débuts victorieux dans cette Coupe d'or 2023, en obtenant une éclatante victoire, aux dépens du Qatar, sélection invitée à prendre part, pour la deu-

invité, il y'a un peu plus d'une décennie, Haïti pour commémorer le succès de sa candidature à l'organisation du Mondial 2022, avec une soirée de rêve et une dou-



Frantzy Pierrot, un but à l'agonie du match.

dez-vous avec sa passion Haïti ; premier but pour Haïti

Haïti, qui avait laissé prématurément et connu la catastrophe, lors de l'édition 2021 du tournoi continental, après la magnifique épopée de 2019, encore une fois. eut une préparation très quelconque, choisissant Miami, peu propice avec son été caniculaire et nos

de l'équipe, de surcroît aucun adversaire de poids dans des matches « 2 camp », bref une préparation très approximative, par rapport à nos adversaires de ce groupe assez relevé. Trop peu pour faire face au Mexique, qui en est à 6 matches de préparation, dont deux avec enjeu comptant pour la

Suite en page 12

GOLD CUP 2023

Les Grenadiers donnent le ton face au Qatar (2-1)

Par Ricot Saintil

Contrairement à 2019, où Haïti était battu lors de son premier match de la Gold Cup, elle a gagné d'entrée contre le Qatar (2-1) pour la 17^e édition de la compétition phare de la CONCACAF. Le dimanche 26 juin, au NRG Stadium de Houston, au Texas, États-Unis. Les Grenadiers ont fait le hold-up, face aux Qatariens, qui avaient pour tant ouvert le score, à la 20^e minute, avant de concéder l'égalisation, par Duckens Nazon et le but victorieux, dans le temps additionnel 90+7^e par l'intermédiaire de Frantzy Pierrot.

Voilà une victoire pleine de maturité et de confiance, qui laisse entrevoir le meilleur pour la suite. Le prochain adversaire des Grenadiers le Mexique, quant à lui, a infligé une véritable correction à l'équipe hondurienne, qu'elle a battue sur le score, sans

appel, de 4 buts à 0. Les Aztèques s'emparent de la première place du groupe B, avec une différence de but considérable + 4. Haïti, occupe la deuxième place, avec le même nombre de point, mais une différence 1. Le prochain match s'annonce déjà épique entre les deux équipes, le 29 juin prochain, au State Farm Stadium, à Glendale.

Haïti était attendu au tournant pour son premier match, face au Qatar, hôte de la dernière édition de la Coupe du monde de football. Les Qataris, qui n'ont gagné aucun match, lors du Mondial 2022, mais qui avaient connu, en 2019, dans la Gold Cup, un parcours remarquable, continuent de progresser. Ils sont dans une dynamique d'expansion et de construction de leur football. Invités pour la deuxième fois consécutive à la Gold Cup, les Qatariens sont tombés sur une équipe haïtienne solide, technique et tranchante.

En effet, après un début de match équilibré, entre les deux équipes, les Al-Anabi ont pris l'avantage au score à la 20^e, exploitant une faute de main grossière du dernier rempart de l'équipe haïtienne, Alexandre Pierre. L'attaquant qatari ne s'est fait pas prier, il a envoyé le ballon au fond des filets du portier haïtien. Peu avant la mi-temps, Frantzy Pierrot, excentré, sur le côté gauche de la surface de réparation, a vu son centre contré de la main par un défenseur qatari, et l'arbitre Jamaïcain sans broncher indiquait le point de penalty. Duckens Nazon, a remis les pendules à l'heure en prenant à contre-pied le portier du pays du Golfe. Les deux équipes ont regagné les vestiaires à égalité. Les Grenadiers ont fait la différence en deuxième période, après un ballon rapidement joué sur Duckens Nazon, qui a effectué un contrôle de la cuisine parfait, avant de servir dans la profondeur Carnejoy Antoine, pas

seur décisif pour Frantzy Pierrot, qui a fait parler sa puissance et son sens du but offrant la victoire aux Haïtiens. Une victoire engrangée au terme d'un match amplement disputé.

Quid du onze haïtien ?

Pour son premier match officiel, à la tête des Grenadiers, le sélectionneur par intérim, Gabriel Calderon Pellegrino, n'a pas changé grand-chose. En absence de Johnny Placide, il a confié la cage de la sélection à Alexandre Pierre, qui s'affichait déjà comme doublure du portier de Bastia. En défense central, il a fait confiance au jeune Garvin Metusala, pour accompagner le patron de la défense Ricardo Adé, le capitaine. Metusala s'est distingué par son assurance défensive, ses interventions et sa relance, il a réussi son baptême de feu. Sur les côtés, Alex Christian Junior et Carlens Arcus ont tenu leur place. Dans l'entre jeu, Bryan Alcésus a con-

servé sa place, il a été accompagné du jeu ne Carl Fred Sainthé, âgé seulement de 20 ans, auteur d'une prestation XXL. Derrick Étienne, en électro libre, au milieu du terrain, a été plutôt laborieux dans un rôle qui ne lui convient pas vraiment. En attaque, le duo Duckens Nazon et Frantzy Pierrot a été accompagné de Fabrice Picault, responsable des coups de pieds arrêtés, mais beaucoup trop timide dans le jeu. En somme, le premier onze de l'entraîneur par intérim des Grenadiers, Calderon, laisse augurer le meilleur pour la suite. Les changements qu'il a effectués, notamment l'entrée en jeu de Danley Jean-Jacques et de Carney ont porté leur fruit, néanmoins Steven Saba a raté son entrée en jeu.

L'équipe haïtienne a montré, face au Qatar, qu'elle est capable d'encaisser et aussi de donner des coups, quand c'est nécessaire. La

Suite en page 12